



N° 7 - Octobre-Novembre 2013

Bilan conjoncturel 2013

En 2013, les prix agricoles à la production progressent, sauf pour les grandes cultures

En 2013, les productions végétales et animales françaises sont commercialisées à des prix élevés, nettement supérieurs aux prix moyens 2008-2012, à l'exception des œufs de consommation. Comme ceux des oléagineux, les prix des céréales restent élevés, bien qu'ils soient retombés des hauts niveaux de 2012 : ils ont notamment plongé au début de la nouvelle campagne avec la perspective d'une production mondiale de maïs particulièrement abondante, pour se stabiliser ensuite à l'automne. Pour les autres productions végétales au contraire, la hausse sur un an a été forte, particulièrement tenace tout au long de l'année pour les fruits et nettement accélérée pour les vins, d'appellation notamment, comparée à celle de 2012.

Toutes les productions de fruits et de légumes, tant en France que dans les pays fournisseurs de l'Union européenne, ont été limitées à cause du climat froid et humide qui a sévi au printemps, les calendriers de production subissant de plus un décalage d'une à trois semaines. La récolte française de vins serait également basse en 2013, même si elle dépasserait celle exceptionnellement faible de 2012. Parmi les grandes cultures d'été

en France, le blé tire son épingle du jeu avec une récolte supérieure aux années précédentes, contrairement aux autres cultures – maïs, tournesol, pomme de terre et betterave – dont les rendements seraient inférieurs aux rendements moyens 2008-2012. Pour les oléagineux, la situation est contrastée entre la production abondante de tournesol et celle nettement en recul de colza.

Les prix d'achat des intrants se sont accrus jusqu'en février 2013 puis ont baissé à partir de mars, le recul des prix des engrais et amendements se cumulant à celui de l'énergie. Entre janvier et août, le coût de l'alimentation animale s'est aussi orienté à la baisse dans le sillage des prix céréaliers. Pour autant, le niveau encore élevé de ces prix a pesé sur les prix d'achat des aliments pour animaux qui dépassent de 12 % ceux de 2012 et de 23 % les prix moyens 2008-2012, continuant de grever les coûts de production en particulier pour les élevages hors-sol.

La collecte laitière a repris à partir de juillet 2013, favorisée par le fléchissement du coût des aliments, une bonne disponibilité en herbe et une revalorisation du prix du lait. Dans un contexte

plus favorable au développement de la production, en mai 2013, les effectifs de vaches laitières n'ont pas baissé pour la première fois depuis cinq ans.

Pour tous les animaux de boucherie et les volailles, les prix à la production ont été plus élevés en 2013 qu'en 2012, la hausse étant encore très marquée par rapport aux prix moyens 2008-2012. La réduction des abattages, après une baisse déjà sensible en 2012, limite l'offre sur le marché. Le recul de la production d'animaux maigres s'ajoutant à la baisse des abattages, les cours des bovins ont atteint des niveaux records en 2013 qui, malgré des perspectives d'offre toujours limitée, pourraient toutefois se contracter sur la fin de l'année. De même pour les porcins, les cours sont soutenus par une demande soutenue face à une offre réduite, tendance qui semblerait aussi s'inverser sur la fin 2013. Pour les ovins, la baisse de production est moins marquée, l'excédent commercial en animaux vifs progressant sous l'effet d'une baisse des importations et d'une légère hausse des exportations. S'agissant des volailles, la production de poulet de chair du 1^{er} semestre a été plus fournie en 2013 qu'en 2012, contrairement à celles de canard et de dinde. En 2013, plus d'un tiers des

abattages de volailles a été destiné à l'exportation. La consommation française de viande a très légèrement baissé sur un an au 1^{er} semestre 2013, la consommation de viande de boucherie diminuant et celle de volailles augmentant au contraire. En 2013, les prix à la production des œufs de consommation ont chuté à cause de la reprise massive de la production en France et dans l'Union européenne, suite à la raréfaction de l'offre liée à la mise aux normes européennes des cages de poulettes de ponte.

Sur les huit premiers mois de 2013, l'excédent des échanges extérieurs agri-

coles et agroalimentaires augmente sur un an. Les exportations et les importations progressent au même rythme en volume mais la hausse globale des prix est plus importante pour les exportations (*En 2013, l'excédent des échanges agroalimentaires progresse grâce aux exportations de céréales, Commerce extérieur agroalimentaire n° 2013/226, octobre 2013*). L'excédent des échanges en produits agricoles bruts augmente, sous l'effet de la hausse des exportations de céréales jusqu'en avril, suite à la défection des pays de la mer Noire sur les marchés mondiaux. À l'inverse, l'excédent des échanges en produits transformés

baisse, les volumes échangés diminuant pour la seconde année consécutive, ou stagnant comme les exportations de vins, pourtant le principal moteur de la croissance. Les « autres produits alimentaires » – sucres et produits de seconde transformation – ont aussi fortement contribué à la détérioration de l'excédent du 2^e trimestre 2013 (*Le recul de l'activité des IAA s'est tassé au 2^e trimestre 2013, Industries agroalimentaires n° 2013/220, octobre 2013*).

Christine Deroin

Sommaire du bilan

Vue d'ensemble sur la conjoncture agricole	5	<i>C. Deroin, B. Edan, A. Bouhalli, A. Renaud, G. Wemelbeke</i>
Synthèses		
Retards dans les productions végétales, liés aux épisodes froids et pluvieux du début de l'année 2013, <i>Climatologie</i>	17	<i>J. Gabryziak et P. Arnoux, L. Bernadette, A. Renaud</i>
En 2013, chute de la production française de blé dur, <i>Céréales</i>	21	<i>A. Renaud</i>
En 2013, cours très soutenus pour les fruits d'été, <i>Fruits</i>	25	<i>L. Bernadette</i>
Chute du cours français de l'œuf en 2013, liée à une surproduction en France et dans l'Union européenne, <i>Aviculture</i>	29	<i>C. Pendariès</i>
En mai 2013, pour la première fois depuis cinq ans, les effectifs de vaches laitières n'ont pas baissé, <i>Lait</i>	35	<i>M.A. Lapuyade</i>
Le recul de l'activité des IAA s'est tassé au 2 ^e trimestre 2013, <i>IAA</i>	39	<i>H. Bouhalli</i>
En 2013, l'excédent des échanges agroalimentaires progresse grâce aux exportations de céréales, <i>Commerce extérieur agroalimentaire</i>	45	<i>G. Wemelbeke</i>
Organismes et abréviations	51	
Pour en savoir plus	53	

Ce bilan a été réalisé avec les informations disponibles au 22 octobre. Depuis cette date de nouvelles informations sont apparues. Elles ont conduit à mettre à jour ce qui concerne la viticulture, la production ayant été fortement revue. Les autres secteurs, moins impactés n'ont pas été révisés. La liste des infos rapides ci-dessous est à jour à la date de la publication et comporte donc des informations parfois plus récentes.

Liste des infos rapides parues

Animaux de boucherie, n° 9/11, octobre 2013	<i>M.A. Lapuyade, C. Pendariès</i>
Aviculture, n° 10/11, octobre 2013	<i>C. Pendariès</i>
Carotte, n° 3/6, octobre 2013	<i>P. Amoux</i>
Chicorée, n° 3/6, novembre 2013	<i>P. Amoux</i>
Chou-fleur, n° 3/6, novembre 2013	<i>P. Amoux</i>
Climatologie, n° 11/12, novembre 2013	<i>J. Gabryziak</i>
Concombre, n° 5/5, novembre 2013	<i>P. Amoux</i>
Courgette, n° 4/4, novembre 2013	<i>P. Amoux</i>
Commerce extérieur agroalimentaire, n° 11/12, novembre 2013	<i>G. Wemelbeke</i>
Endive, n° 1/5, octobre 2013	<i>P. Amoux</i>
Grandes cultures, n° 9/10, novembre	<i>A. Renaud</i>
Lait, n° 10/12, octobre 2013	<i>S. Cazeneuve</i>
Laitue, n° 2/6, octobre 2013	<i>P. Amoux</i>
Melon, n° 5/5, octobre 2013	<i>P. Amoux</i>
Moyens de production, n° 9/10, octobre 2013	<i>A. Bouhalli, B. Edan</i>
Poire, n° 4/4, novembre 2013	<i>L. Bernadette</i>
Pomme, n° 6/6, novembre 2013	<i>L. Bernadette</i>
Prairies, n° 7/7, octobre 2013	<i>L. Grassart</i>
Prix agricoles et alimentaires, n° 9/10, octobre 2013	<i>C. Deroin</i>
Stocks Pomme-Poire, 1/10, octobre 2013	<i>L. Bernadette</i>
Viticulture, n° 5/5, novembre 2013	<i>L. Bernadette</i>

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont disponibles dans le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

Vue d'ensemble sur la conjoncture agricole

GRANDES CULTURES

La campagne de semis 2013 a été marquée par un hiver et un printemps particulièrement pluvieux, entraînant des difficultés d'implantation et de développement des cultures. Les rendements sont très irréguliers, et la majorité des parcelles est moissonnée avec dix à quinze jours de retard par rapport à une année habituelle. Les rendements du blé tendre seraient supérieurs à la moyenne quinquennale mais ceux des cultures d'été – maïs, tournesol, pomme de terre, betterave – seraient inférieurs. Pour les oléagineux, la situation est contrastée avec un net recul de la production de colza et une récolte abondante de tournesol.

Au début de la campagne de commercialisation 2013/2014, les cours des céréales ont plongé, entraînés à la baisse par la perspective d'une récolte mondiale de maïs particulièrement abondante. Les marchés des oléagineux se sont aussi détendus en début d'été. Fin août cependant, le cours du colza est reparti à la hausse en lien avec des inquiétudes sur la récolte américaine, mais de façon limitée. Début octobre, les cours français se stabilisent.

Blé tendre : une récolte plutôt abondante

Des conditions climatiques très humides depuis l'automne et des températures demeurées anormalement basses ont entraîné dans de nombreuses régions des retards végétatifs à la

fin du printemps 2013. Les fortes chaleurs de juillet ont partiellement comblé les retards de croissance et ont dans l'ensemble été bénéfiques aux rendements, dans un contexte de réserves en eau non limitantes. Le blé tendre, en particulier, a tiré son épingle du jeu. Son rendement atteindrait 74 q/ha, supérieur à la moyenne 2008-2012 dans la plupart des régions productrices. La sole s'est rétablie de plus de 100 milliers d'hectares dans les régions du Nord-Est touchées début 2012 par des destructions de surfaces. Avec 37 millions de tonnes (Mt), la récolte de blé tendre serait en hausse de 4 % sur un an et par rapport à la moyenne quinquennale.

Selon FranceAgriMer, les exportations de grains atteindraient 18,3 Mt, dont 11,2 à destination des pays tiers. Les achats de ces derniers s'accroîtraient de 13 % sur un an, en parallèle d'un léger recul des exportations françaises vers l'Union européenne. La production française de blé dur s'effondrerait de 26 % sur un an. La sole de blé dur a reculé de 100 milliers d'hectares en lien notamment avec de mauvaises conditions météorologiques lors des semis et un contexte de prix défavorable par rapport au blé tendre (*En 2013, chute de la production française de blé dur, Céréales n° 2013/221, octobre 2013*). En lien avec la baisse de récolte, les exportations se réduiraient de plus d'un tiers selon FranceAgriMer, à 1 Mt, dont les deux tiers destinés à l'Union européenne. La production d'orge est évaluée à 10,3 Mt. La récolte d'orge d'hiver demeurerait inférieure à son niveau moyen. Le rétablissement des surfaces dans les régions pénalisées en 2012 par le gel est contrebalancé par un recul des rendements. La pro-

duction d'orge de printemps diminuerait du tiers sur un an, à la suite d'une baisse des surfaces après les niveaux exceptionnellement hauts de 2012 liés aux ressemis. Selon FranceAgriMer, les exportations d'orge atteindraient 5,5 Mt pour la campagne 2013/2014, dont les deux tiers vers l'Union européenne. Ces dernières reculeraient de 16 % sur un an, alors que les ventes vers les pays tiers augmenteraient de 7 %.

Maïs : rendements en baisse comme les autres cultures d'été

Les rendements des cultures d'été seraient inférieurs à leur moyenne quinquennale. Les semis de maïs ont d'abord été perturbés par le printemps froid et pluvieux. Ensuite, les conditions climatiques sèches du mois d'août ont été défavorables aux parcelles non irriguées, en particulier dans le Sud-Ouest, alors que le maïs avait pu en partie rattraper son retard de développement grâce aux précipitations et à la chaleur de juillet. Le rendement global du maïs-grain (hors semences) est estimé à 88 q/ha, soit 6 q/ha de moins que la moyenne 2008-2012. La récolte atteindrait 15,5 Mt (hors semences), légèrement supérieure à la moyenne grâce à une extension des surfaces.

Oléagineux : chute de la production de colza

La production de colza, récoltée tardivement, est estimée à 4,3 Mt. Elle perdrait 20 % par rapport à la moisson abondante de 2012, et se situerait

nettement en dessous de la moyenne quinquennale. La surface reculerait de 10 % sur un an, en raison notamment des non semis ou des retournements après les difficultés automnales d'implantation. À l'inverse, la récolte de tournesol est en hausse grâce à l'essor des surfaces, en lien avec les difficultés de semis des cultures d'hiver. La surface gagnerait 90 milliers d'hectares sur un an, dont 73 répartis entre les régions Centre et Poitou-Charentes. La production atteindrait 1,7 Mt, seconde récolte la plus élevée des cinq dernières années après le record de 2011.

Pois protéagineux : les surfaces baissent à nouveau

La sole des pois protéagineux perdrait 9 % sur un an. Avec 122 milliers d'hectares, elle se rapprocherait des points bas des années 2008 et 2009, antérieurs à la mise en place des aides spécifiques qui avaient conduit à un rebond en 2010.

Les cours des céréales et oléagineux chutent en début de campagne 2013/2014...

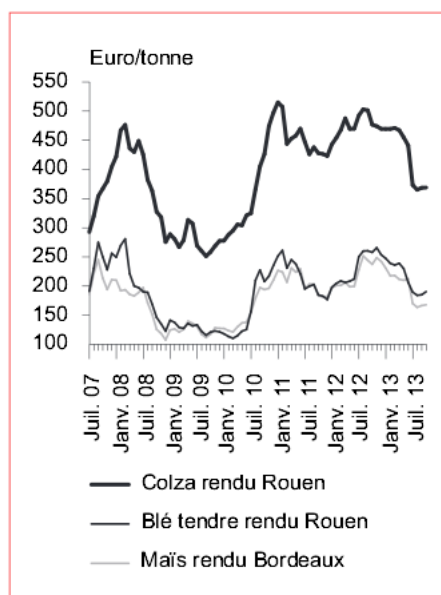
Au début de la campagne de commercialisation 2013/2014, les cours des céréales ont plongé, entraînés à la baisse par la perspective de récoltes mondiales, notamment en maïs, particulièrement abondantes. *(Les cours des céréales et oléagineux ont plongé au début de la campagne 2013/2014, Synthèse Céréales et oléagineux n° 2013/218, septembre 2013)*. Le cours du maïs s'est déprécié de 62 €/t à Chicago entre fin juin et début août, celui du maïs rendu Bordeaux a perdu 58 €/t. Le cours du blé a baissé lui aussi lors du changement de campagne, mais plus modérément : il a reculé de 11 €/t à Chicago entre fin juin et début août, et de 14 €/t en France. En parallèle, la production mondiale de maïs est évaluée à 943 Mt par le Conseil international des céréales (CIC, rapport du 26 septembre), bondissant de 9 % sur un an. Malgré une progression de la consom-

ation, le bilan mondial serait nettement excédentaire. Il permettrait aux stocks de fin de campagne des principaux pays exportateurs de se reconstituer (+ 47 % par rapport à la moyenne 2008-2012), en particulier aux États-Unis où la récolte 2012 avait été fortement pénalisée par la sécheresse. La récolte mondiale de blé serait équivalente au haut niveau de 2011, avec 693 Mt. Le bilan ne serait que légèrement excédentaire en raison d'une consommation en hausse. Le rapport entre les stocks des principaux pays exportateurs et la consommation mondiale se stabiliserait.

... avant de se stabiliser

Fin août, des inquiétudes sur les conditions climatiques aux États-Unis alors que les cultures de soja étaient au stade critique de remplissage des gousses, ont fait rebondir les cours. Le soja approchait à nouveau à Chicago 400 €/t à la fin du mois d'août, se renchérissant de 30 €/t par rapport au début du mois. Il a pu contribuer à la remontée des cours des céréales, tant sur le marché mondial que français. Les cours céréaliers ont par ailleurs été influencés à la mi-août par la révision à la baisse par l'USDA ("United States department of agriculture" : département de l'agriculture des États-Unis) de la récolte mondiale de maïs de

Stabilisation des cours céréaliers à la fin de l'été 2013



Sources : La Dépêche, FranceAgriMer

3 Mt. Pendant la dernière quinzaine d'août, le blé tendre rendu Rouen s'est redressé de 10 €/t et le maïs rendu Bordeaux de 8 €/t. Entre août et septembre, les cours se renchérissent légèrement en France à la fois pour le blé tendre et le maïs. À Chicago, le cours du blé est un peu remonté, tandis que le maïs continue de se déprécier en lien avec la révision à la hausse de la récolte et des stocks mondiaux mi-septembre. Sur l'ensemble des trois premiers mois de campagne, le cours du blé tendre rendu Rouen se situe à 186 €/t, soit 27 % de moins que le début de campagne précédent, la baisse étant équivalente pour l'orge. Le maïs recule à 167 €/t (- 31 %). À Chicago, la chute est encore plus prononcée (- 37 %), la récolte américaine retrouvant un niveau élevé après le point bas de 2012. Les cours français des oléagineux accusent aussi une forte baisse sur un an, le colza se situant en moyenne à 369 €/t (- 26 %) durant les trois premiers mois de campagne et le tournesol à 335 €/t (- 35 %). Les cours des grandes cultures étaient toutefois particulièrement hauts durant l'été 2012, et s'étaient repliés à partir du début du mois d'octobre. Si les cours actuels se maintiennent, le recul par rapport à 2012 sur l'ensemble de la campagne serait moindre que sur les trois premiers mois.

Pomme de terre : pour la seconde année consécutive, la production des principaux producteurs européens est faible

D'après les estimations au 1^{er} octobre 2013 du Service de la Statistique et de la Prospective, la production de pomme de terre de conservation et de demi-saison s'élève à 4,9 millions de tonnes en 2013 : elle augmente de 7 % par rapport à 2012, année de faible production. Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, la production de 2013 diminue toutefois de 1,6 %. Si les surfaces plantées augmentent de 5,6 % par rapport à 2012 et de 4,5 % à la moyenne des cinq dernières campagnes, les rendements (422 q/ha) restent inférieurs de 4,5 % à la moyenne quinquennale et n'augmentent que de

1,6 % par rapport à 2012, qui était une mauvaise année (*Campagne 2012/2013 : forte hausse du prix de la pomme de terre, Pomme de terre n° 2013/215, juillet 2013*).

D'après le groupement des producteurs de pomme de terre du Nord-Ouest européen, la récolte des principaux producteurs d'Europe de l'Ouest – France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Allemagne et Belgique – augmenterait de 1,3 % par rapport à 2012, mais diminuerait de 5,1 % par rapport à la moyenne quinquennale. Les conditions météorologiques en Allemagne et aux Pays-Bas ont été peu favorables aux rendements.

En septembre et début octobre 2013, alors que les prix de la nouvelle campagne commencent à peine à se dessiner, les cours à l'expédition Nord-Picardie diminuent par rapport au début de campagne précédent.

Sucre : baisse de la production européenne de sucre pour la campagne 2013/2014

En 2013, les surfaces françaises de betterave sont en très légère progression. Quelques 395 milliers d'hectares ont été plantés en 2013, contre 390 milliers en 2012 (+ 1,4 %). La production de betterave atteindrait 33 millions de tonnes (Mt), en baisse de 1,4 % par rapport à 2012, et de 1,8 % par rapport à la moyenne 2008-2012. Les rendements (84,1 t/ha, estimation au 1^{er} octobre 2013) sont en baisse de 2,8 % par rapport à 2012, et même de 6 % par rapport à la moyenne quinquennale. En effet, la betterave industrielle a souffert du temps froid et humide lors de son implantation.

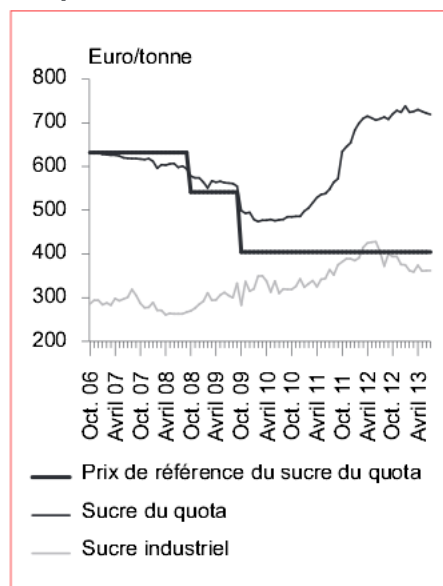
Selon la première estimation de France-AgriMer, la production française de sucre de betterave – et de sirop de sucre de betterave pour l'alcool-éthanol et la pharmacie – atteindrait 4,4 Mt de sucre blanc en 2013/2014 et resterait proche de la campagne betteravière 2012/2013. De plus, la production européenne de sucre devrait diminuer pour la seconde campagne consécutive (- 8 % par rapport à la campagne 2012/2013). Les productions de sucre d'Allemagne et de

Pologne, deux des principaux producteurs européens, devraient chuter de respectivement 15 % et 12 %.

D'abord marqués par une baisse programmée dans le cadre de la réforme de l'Organisation commune des marchés entre 2006 et 2010, les prix du sucre du quota s'étaient stabilisés tout au long de l'année 2010. En 2011, les prix du sucre du quota sont repartis à la hausse, puis se sont stabilisés en fin de campagne 2011/2012. Pour la campagne 2012/2013, le prix du sucre du quota, après une hausse en début de campagne, baisse légèrement (726 euros/tonne en moyenne). Cependant, ce niveau de prix du sucre du quota, relativement élevé malgré de bonnes campagnes 2011/2012 et 2012/2013, reflète en majorité les transactions contractualisées l'année précédente.

Par ailleurs, le prix du sucre hors quota, plus dépendant d'un marché mondial excédentaire et des débouchés industriels (alcool-éthanol, pharmacie), diminue depuis juin 2012 (362 euros/tonne en juillet 2013 contre 428 euros/tonne en juin 2012). Cette baisse marque une rupture avec la tendance haussière observée depuis la seconde moitié de l'année 2008, en relation avec les cours mondiaux (*Baisse de la production française de sucre pour la campagne 2012/2013, Betterave n° 2013/206, avril 2013*).

À partir d'avril 2012, le prix du sucre du quota se stabilise



Source : FranceAgriMer d'après la Commission européenne

LÉGUMES ET FRUITS

En 2013, forte hausse des prix à la production pour la plupart des légumes et fruits

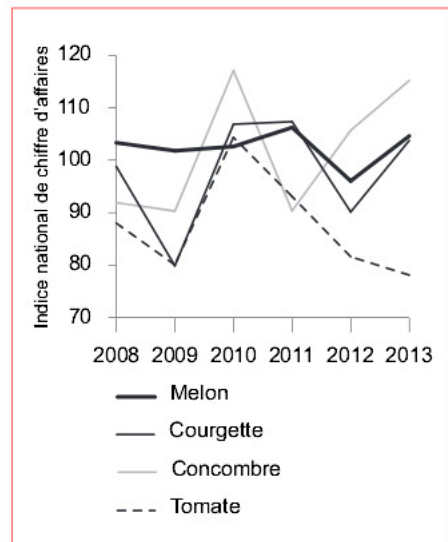
En 2013, les prix à la production des légumes et des fruits ont nettement dépassé ceux de 2012, sauf ceux de la tomate, du poireau primeur, de la fraise et de la cerise. Les prix à la production des fruits ont affiché une hausse exceptionnelle et tenace, l'année ayant commencé sur des prix très élevés pour la pomme et la poire d'hiver à cause d'une chute de la production en 2012. En été, le soleil et la chaleur ont particulièrement stimulé la consommation de fruits. Mais, sur les marchés, le dynamisme de la demande s'est heurté à une offre très réduite et décalée d'une à trois semaines selon les fruits à cause des pluies et des températures fraîches du printemps (*Retards dans les productions végétales, liés aux épisodes froids et pluvieux du début de l'année 2013, Climatologie n° 2013/219, octobre 2013*). Hormis pour la fraise, toutes les surfaces fruitières et légumières, comparées aux moyennes 2008-2012, ont subi des réductions en 2013, la plus forte ayant affecté le verger de pêchers (- 15 %). Dans le contexte limité de production, en France mais aussi dans les pays fournisseurs de l'Union européenne, les commercialisations ont été plus favorables qu'en 2012, l'indicateur national de chiffre d'affaires (Ica) ayant nettement augmenté sur un an, notamment pour la courgette et la cerise. Pour l'abricot, la très forte hausse du prix sur un an n'a pas permis de compenser une offre très fortement limitée, contrairement à la pêche.

Tomate, seul légume d'été à accuser une baisse du prix à la production en 2013

Sur les premiers huit mois de campagne, la production de **tomate** en frais a très légèrement dépassé celle de 2012 (+ 1,7 %), la progression des

rendements sous serre contrebalançant la baisse des surfaces. Un pic de production nettement plus élevé qu'en 2012 s'est présenté en juillet avec le

Tomate : depuis 2011, le chiffre d'affaires national n'a cessé de baisser



Source : Agreste

retour d'un climat favorable. En dépit d'une hausse en juillet et début août sous la pression de la demande estivale, le prix à la production moyen sur les huit mois reste inférieur de 6 % à celui de 2012. La baisse saisonnière des cours a été particulièrement marquée fin août, dans un contexte de forte concurrence alliée au calendrier tardif. Sur la période, l'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) est en retrait de 4 % par rapport à 2012 et de 13 % par rapport à l'Ica moyen 2008-2012.

À contrario pour le concombre, le melon et surtout la courgette, les prix en très forte hausse par rapport à ceux de 2012 ont grandement compensé des productions nettement moins abondantes que celles d'une année moyenne entre 2008 et 2012.

Sur six mois de campagne, le prix de la courgette a globalement bénéficié d'une offre réduite et d'une demande continue. La production s'est fortement repliée par rapport à 2012 (- 13 %), du

fait de rendements limités par une croissance rendue difficile par le froid humide du printemps puis les fortes chaleurs d'août. La baisse des surfaces, localisée en Provence-Alpes-Côte d'Azur, s'est encore amplifiée en 2013. De plus, les importations, plus fournies en début de campagne notamment en provenance d'Espagne, se sont ensuite réduites en cours d'été (*Infos rapides Courgette, novembre 2013*). Avec une hausse du prix sur un an de 32 %, l'Ica affiche sur la période une progression de 15 % sur un an, la plus élevée des légumes d'été.

Sur la quasi-totalité de la campagne, le prix moyen du concombre a dépassé de 13 % celui de 2012, et de 20 % le prix moyen 2008-2012 pénalisé par la crise E.Coli survenue en 2011. Le prix s'est maintenu, grâce à une forte demande estivale qui a régulièrement absorbé l'offre intérieure et les importations, notamment en provenance des Pays-Bas, 2^e fournisseur après l'Espagne. La baisse des

En 2013, hausse exceptionnelle des prix à la production des fruits et légumes d'été, sauf pour la tomate, la cerise et la fraise

	Campagne	Indice de chiffre d'affaires		Indice de prix		Indice de production		Indice de surface	
		Écart en % à 2012 ou à 2012/2013	Écart en % à la moyenne quinquennale 2008-2012 ou 2008/2009-2012/2013	Écart en % à 2012 ou à 2012/2013	Écart en % à la moyenne quinquennale 2008-2012 ou 2008/2009-2012/2013	Écart en % à 2012 ou à 2012/2013	Écart en % à la moyenne quinquennale 2008-2012 ou 2008/2009-2012/2013	Écart en % à 2012 ou à 2012/2013	Écart en % à la moyenne quinquennale 2008-2012 ou 2008/2009-2012/2013
Légumes									
Courgette	avril-oct. 2013	15,1	7,4	32,2	19,6	- 12,9	- 10,2	- 5,9	- 6,3
Concombre	janv.-oct. 2013	9,0	16,3	13,0	20,4	- 3,6	- 3,3	- 3,2	- 0,1
Melon	mai-sept. 2013	8,9	2,6	16,9	6,6	- 6,8	- 4,0	- 3,8	- 4,1
Tomate en frais	fév.-déc. 2013	- 4,3	- 12,6	- 5,9	- 2,2	1,7	- 11,2	- 1,5	-
Chou-fleur	juin 2013 - mai 2014	- 1,8	- 4,6	4,7	- 0,7	- 6,2	- 4,2	0,1	- 3,8
Laitue	mai 2013 - avril 2014	1,8	34,8	4,3	18,8	- 2,4	12,1	- 0,5	- 7,2
Carotte en frais	mai 2013 - avril 2014	- 1,3	- 5,9	8,0	34,5	- 8,6	- 32,9	2,0	-
Poireau	mai 2013 - avril 2014	- 28,2	4,2	- 16,1	29,4	- 14,5	- 20,7	- 4,3	- 8,6
Fruits									
Cerise	mai-juil. 2013	29,8	6,2	- 5,3	15,9	37,0	- 11,4	- 0,9	- 3,5
Pêche	juin-sept. 2013	6,4	1,9	20,8	25,9	- 11,9	- 19,4	- 4,7	- 15,0
Abricot	juin-août 2013	- 3,6	9,4	38,1	22,5	- 30,2	- 15,3	- 1,7	- 3,9
Fraise	mars-sept. 2013	- 7,1	4,2	- 7,3	- 4,8	0,2	9,5	1,1	3,7
Pomme	août 2013 - juin 2014	14,9	32,8	3,8	25,5	10,7	5,4	- 0,9	- 3,3
Poire	juil. 2013 - avril 2014	22,5	24,5	1,0	21,1	21,4	1,6	- 0,4	- 2,9

Note de lecture : la période de calcul des indices s'étend du premier mois de campagne à septembre 2013.

Champ : France métropolitaine.

Source : Agreste

surfaces, particulièrement pour les installations couvertes et chauffées, et le climat n'ont pas permis de maintenir les volumes (*Infos rapides Concombre, novembre 2013*). L'Ica a progressé de 9 % sur un an et de 16 % par rapport aux campagnes 2008-2012.

Sur l'ensemble de la campagne, le prix du **melon** a finalement nettement dépassé celui de la difficile saison 2012 (+ 17 %). Il avait cependant présenté des fluctuations en cours de campagne, celle-ci distinguant deux périodes. Les rendements des cultures précoces abritées se sont repliés, les volumes mis en marché accusant jusque fin juin une baisse de 53 % par rapport à 2012 à des prix supérieurs à la moyenne quinquennale. Juillet a marqué une transition avec une reprise de la consommation face à une offre encore modeste. Le cumul des trois derniers mois de la campagne s'est soldé par une progression des volumes confrontée à un plongeon des cours à partir de fin août, la demande étant faible en septembre. Le bilan de campagne est mitigé. L'Ica dépasse de 9 % celui de 2012 et de 3 % l'Ica moyen 2008-2012 (*Infos rapides Melon, octobre 2013*).

Une première partie de campagne 2013/2014 florissante pour la laitue, mais difficile pour les autres légumes d'hiver

Pour la première partie de la campagne 2013/2014, entre mai et septembre 2013, l'Ica de la **laitue** a été nettement plus favorable que pour une année moyenne (+ 35 %), même si l'écart reste modeste par rapport à la seule année 2012 (+ 2 %). Il a été soutenu par l'envol du prix à la production (+ 19 % par rapport au prix moyen 2008-2012) et une nette hausse de la production, de + 12 % par rapport à la production moyenne 2008-2012 qui avait chuté pendant la campagne 2010-2011.

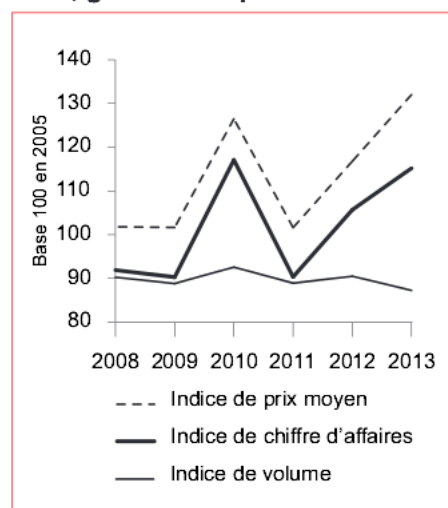
Au contraire, la campagne d'été des autres légumes – carotte en frais, chou-fleur et surtout poireau – ont été nettement défavorisés par rapport aux années précédentes. Les chiffres d'affaires nationaux de leur campagne d'été, jusqu'en septembre, ont accusé un retrait par rapport à 2012. Le prix de la **carotte** destinée au marché du frais, nettement plus élevé que le prix

moyen 2008-2012 (+ 35 %), n'est pas parvenu à compenser la diminution de la production (- 33 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes). Celui du **chou-fleur** a montré sa volatilité habituelle pour se redresser en août, le prix moyen sur la période dépassant de 5 % celui de 2012, et se situant tout juste en dessous du prix 2008-2012. Quant au **poireau**, les baisses sur un an de la production et du prix ont conduit à un recul de 30 % sur un an du chiffre d'affaires national.

Très forte hausse des prix des fruits d'été par rapport à une année moyenne

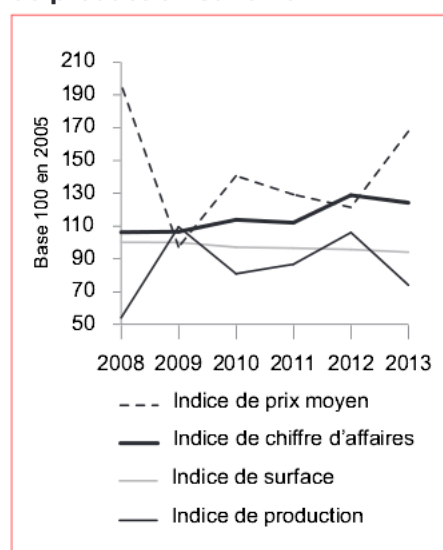
Pour la **pêche** et l'**abricot**, la hausse des prix a respectivement atteint + 26 % et + 23 % sur l'ensemble de la campagne par rapport aux prix moyens des étés 2008-2012, l'Ica 2013 dépassant pour chacun l'Ica moyen 2008-2012 (*Cours très soutenus pour les fruits à noyaux, Fruits n° 2013/222, octobre 2013*). Leurs prix ont été d'autant plus élevés que les productions des pays fournisseurs de l'Union

Concombre : après la crise de l'E. Coli de 2011, le chiffre d'affaires national s'est redressé en 2012 et 2013, grâce à des prix croissants



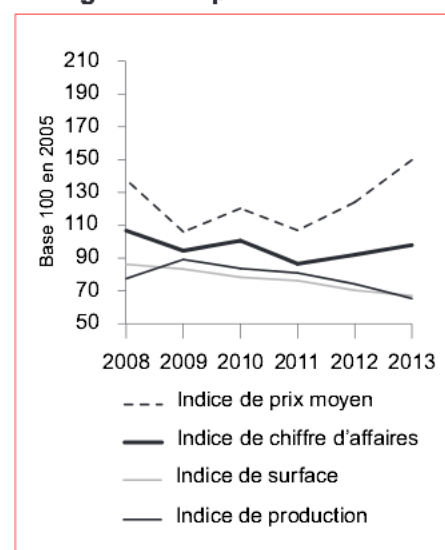
Source : Agreste

Abricot : en 2013, la forte hausse des prix ne compense pas la chute de production sur un an



Source : Agreste

Pêche : en 2013, l'indice du chiffre d'affaires croît grâce aux prix



Source : Agreste

européenne ont été limitées, à l'instar des productions françaises. Pour autant, la campagne 2013 de la pêche s'est avérée plus dynamique qu'en 2012, avec un Ica supérieur de 6 % à celui de 2012, alors que pour l'abricot, l'Ica affichait une baisse sur un an de 3,6 %. Si, pour la pêche, les prix ont nettement compensé une baisse de production limitée par rapport à 2012, les prix de l'abricot n'ont pas suffi au contraire à la contrebalancer.

Pour la **cerise**, par rapport à 2012, la forte hausse de la valeur ajoutée (+ 30 %) tient plus au volume (+ 37 %) qu'au prix moyen de campagne quant à lui inférieur de 5 %. Pour autant, la production 2013 de cerise, même si elle a été nettement plus abondante que la faible récolte de 2012, est néanmoins restée en deçà de la production moyenne 2008-2012 (- 11 %). Après une floraison prometteuse, les fortes pluies de mai ont fait chuter les rendements, car beaucoup de fruits ont éclaté et n'ont pas été récoltés. S'agissant de la consommation, elle a aussi pâti de ce temps frais. In fine, la campagne de la cerise s'est soldée par une valorisation dépassant de 6 % celle d'une année moyenne (*Infos rapides Cerise, juillet 2013*).

Grâce à son redémarrage en juillet, la production 2013 de **fraise** a rattrapé le déficit du début de campagne, particulièrement fort dans la seconde quinzaine de juin. Tout juste égale à celle de 2012, elle a été moins bien valorisée en 2013 qu'en 2012 (- 7 %), les prix étant restés en dessous du niveau des années précédentes (*Infos rapides Fraise, juillet 2013*).

Début de campagne très favorable à la poire et à la pomme

En début de campagne jusqu'en septembre 2013, les prix à la production de la pomme et la poire dépassaient encore ceux de 2012 mais, à partir d'octobre, ils accusent une baisse sur un an (resp. - 10 % et - 6 %). Au 1^{er} novembre 2013, les productions estimées de pomme et poire pour la nouvelle campagne augmenteraient de respectivement 27 % et 21 % par rapport aux

faibles récoltes 2012 pour retrouver un niveau proche d'une production moyenne. En termes de commercialisation, la présence tardive sur les marchés du melon et de la pêche a gêné l'arrivée des variétés d'été qui ont à leur tour pénalisés celle des variétés d'automne en octobre. Par ailleurs, les produits français sont concurrencés par l'entrée des productions européennes elles aussi plus fournies.

VINS

En 2013, la récolte française de vins serait basse, mais dépasserait le niveau exceptionnellement faible de 2012. Avec des stocks de report en baisse et une récolte stable, les disponibilités de vins d'appellation se réduiraient de 5 % pour la campagne de commercialisation 2013/2014. Les prix pourraient ainsi se maintenir par rapport à leur niveau de 2012/2013, ou augmenter si la demande extérieure reste dynamique.

Une récolte basse, mais moins qu'en 2012

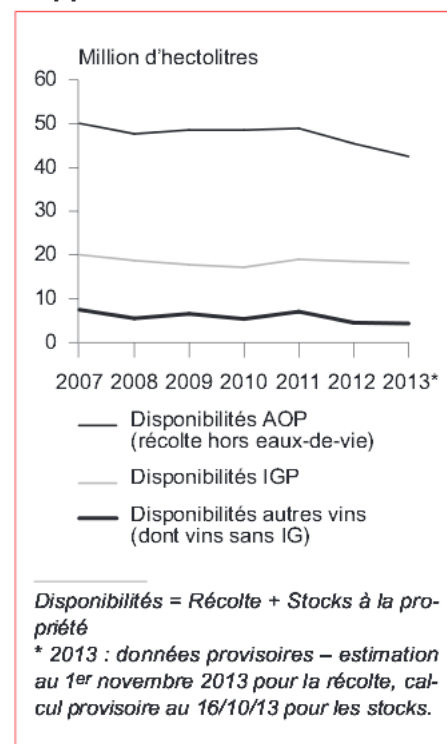
En 2013, les vignobles ont connu une succession d'événements climatiques défavorables. Précipitations et fraîcheur lors de la floraison ont entraîné des phénomènes de coulure et de millerandage. Dans plusieurs régions (régions Centre, Bourgogne, et surtout dans le Bordelais) les vignes ont ensuite été endommagées par de nombreux orages violents. Enfin les précipitations au moment des vendanges ont conduit à un retard du grossissement des baies et au développement inhabituel du Botrytis. D'après les prévisions du SSP au 1^{er} novembre (*Une récolte de vin estimée à 42,3 millions d'hectolitres, Infos rapides Viticulture, novembre 2013*), la récolte totale de vins pour 2013 serait de 42,3 millions d'hectolitres (Mhl). Elle dépasserait légèrement le niveau historiquement bas de 2012 (+ 2 %) où les conditions climatiques avaient été particulièrement défavo-

rables, mais resterait inférieure de 7 % à la moyenne 2008-2012. Sur un an, la production diminuerait pour les vins d'Appellation d'Origine Protégée (AOP) de 3 % ainsi que pour les vins destinés à l'élaboration d'eaux-de-vie (- 2 %). Elle augmenterait en revanche de 12 % pour l'ensemble des vins à Indication Géographique Protégée (vins IGP) et des autres vins. Au sein de cet ensemble, la répartition des volumes n'est pas encore stabilisée : une partie des vins en IGP pourrait notamment être commercialisée en vins sans Indication Géographique (vins sans IG).

Des disponibilités en baisse de 5 % par rapport à 2012/2013

Selon de premières estimations de la DGDDI (Douanes), les stocks à la production au début de la campagne 2013/2014 s'élèveraient à 30,2 Mhl, soit 13 % de moins qu'en début de campagne 2012/2013. Ils reculent pour toutes les catégories de vins, jusqu'à

En 2013/2014, nouveau repli des disponibilités pour les vins d'appellation

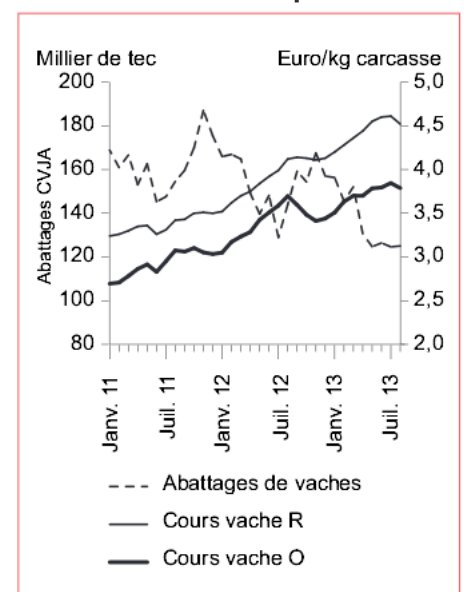


Sources : DGDDI (Douanes) pour les stocks, Agreste (récolte)

PRODUCTIONS ANIMALES

En 2013, la production de bovins diminue à nouveau : les exportations de gros bovins mâles finis et de bovins maigres reculent de même que les abattages de vaches, génisses et veaux de boucherie. La production ovine se replie mais moins fortement que les abattages. La production porcine continue de diminuer en lien avec la baisse du cheptel. Celle de volailles se redresse : la hausse des poulets de chair compense le repli marqué du canard et de la dinde. La faiblesse de l'offre bovine, ovine et porcine tire les cours vers le haut. Cependant, pour l'ensemble de ces filières, les prix de l'alimentation animale continuent de grever les prix de production. La consommation de viande bovine se rétracte avec des prix au détail augmentant plus vite que pour les autres viandes. La consommation de viande ovine et de volailles diminuent également tandis que celle de viande porcine progresse bénéficiant de sa plus grande accessibilité en termes de prix. En 2013, la production d'œufs est trop abondante et les cours ont chuté, conséquence de cette surproduction. En baisse au 2^e semestre 2012 puis au 1^{er} semestre 2013, la collecte laitière redémarre en juillet 2013.

Vache : offre faible et prix élevés



Sources : Agreste, FranceAgriMer

chuter d'un tiers pour les vins sans IG. Ainsi, les disponibilités (ensemble formé par la récolte et les stocks à la propriété de début de campagne) diminuent de 6 % sur un an pour les vins d'appellation. Elles baissent de respectivement 2 % et 3 % pour les vins IGP et sans IG, la hausse des récoltes étant contrebalancée par des stocks en forte baisse.

Commerce extérieur : stabilisation en fin de campagne 2012/2013

Pour la campagne 2012/2013, les exportations françaises de vins se sont stabilisées à un haut niveau, faisant suite à plusieurs années de reprise portée par la demande des pays tiers. Les volumes exportés, qui ont atteint 14,9 Mhl d'août 2012 à juillet 2013 (+ 1 % sur un an) se sont légèrement accrus à destination de l'Union européenne qui représente 62 % des expéditions, tandis qu'ils sont restés stables vers les pays tiers. En valeur, les exportations vers les pays tiers ont dépassé pour la troisième campagne consécutive celles à destination de l'Union européenne à la faveur d'un essor continu des ventes de champagnes (+ 10 %).

Pour les vins hors AOP, les exportations totales se stabilisent en volume et enregistrent une hausse globale de 6 % en valeur.

En août 2013, premier mois de la campagne 2013/2014, les exportations de vins diminuent de 56 millions d'euros par rapport à août 2012. Elles demeurent toutefois au niveau de 2011. En août 2013, les quantités vendues baissent de 14 % sur un an, notamment à destination des États-Unis, de la Chine, du Japon et du Royaume-Uni.

Vins AOP : les prix, en hausse en 2012/2013, pourraient rester à un niveau élevé en 2013/2014

En lien avec une faible récolte et un commerce extérieur resté dynamique en 2012/2013, les prix, selon l'Ippap,

des vins d'appellation au cours de cette campagne ont été plus soutenus qu'en 2011/2012 (+ 10 %), en particulier pour les vins de Bourgogne (+ 26 %). Au début de la campagne 2013/2014 en août 2013, l'Ippap des vins d'appellation dépasse de 16 % sa valeur du début de campagne 2012/2013. Il augmente fortement pour les vins de Bordeaux (+ 14 %) et de Bourgogne (+ 38 %), mais se stabilise pour les vins d'Alsace. La faiblesse de la récolte 2013 après le point exceptionnellement bas de 2012, combinée à une demande dynamique et des stocks en baisse pourrait favoriser un maintien à un haut niveau ou une hausse des prix des vins d'appellation pour la campagne 2013/2014 si le niveau des exportations se maintient.

Vins IGP et sans IG : au début de la campagne 2013/2014, les prix sont en nette hausse sur un an

Pour les deux premiers mois de la campagne 2013/2014, les prix des vins IGP et sans IG sont en nette hausse sur un an, mais proches de leur niveau de la fin de campagne 2012/2013. Le prix moyen des vins rouges et rosés hors AOP a gagné 16 % par rapport au début de campagne précédent. Il s'établit à 5,8 €/°hl pour les IGP et 4,9 €/°hl pour les vins sans IG, soit respectivement 18 et 13 % au-dessus des niveaux de 2012/2013. En parallèle, les volumes vendus au mois d'août reculent sur un an, par rapport à un début de campagne 2012/2013 marqué par des opérations de déstockage. Au début de la campagne 2013 au contraire, des stocks de report limités s'associent à une récolte tardive. Pour les vins blancs, le prix moyen des IGP progresse de 13 % par rapport au début de campagne 2012/2013, à 6,8 €/°hl. Pour les vins blancs sans IG, le prix augmente de 38 % à 5,85 €/°hl. Les transactions concernant les deux premiers mois de campagne pèsent cependant peu sur l'ensemble de la campagne, et ne concernent pas encore les volumes de la récolte 2013. De plus, la récolte en reprise pourrait contribuer à une stabilisation des cours.

Bovins : nouvelle contraction de l'offre à des prix toujours plus hauts

Les abattages de bovins se contractent à nouveau en 2013 après la baisse sensible enregistrée en 2012. Reculent notamment les abattages de vaches (- 11 % par rapport à 2012, sur les huit premiers mois cumulés, en tête). Ils redescendent quasiment au niveau de 2008, année où ils avaient été particulièrement bas du fait du report des réformes des vaches laitières dans le but d'accroître la production de lait. Les abattages reculent également pour les génisses (- 8 %) et les veaux de boucherie (- 4,1 %) tandis qu'ils se redressent pour les gros bovins mâles (+ 6 %), en particulier les abattages de taurillons (+ 10 %).

La faiblesse de l'offre tire les cours vers le haut, pour les animaux finis comme les animaux maigres. Les cotations des bovins atteignent des niveaux records en 2013 : entre janvier et août, la cotation moyenne de la vache O s'élève de 10 % par rapport à l'an dernier, celles de la vache R et de la génisse R de 16 % ; le cours du charolais mâle 6-12 mois classe U a atteint en juin pour la première fois depuis 2003 la barre de 3 €/kg vif. Pour autant, malgré des perspectives d'offre toujours limitée, les cours pourraient se contracter sur la fin de l'année. Le cours du charolais mâle 6-12 mois classe U a perdu 20 centimes d'euros entre juin et août et les cours des autres bovins sont également orientés à la baisse en août.

Le recul des abattages s'accompagne d'une forte dégradation du solde commercial des gros bovins finis : en cumul de janvier à août, le solde passe de 94 000 têtes en 2012 à 28 000 têtes en 2013 suite au fort recul des exportations sur la période (- 67 %). Après deux années de forte progression, les exportations vers la Turquie chutent en 2013 en raison de la hausse des droits de douanes turcs et des difficultés d'accès au marché survenues à la fin de l'année 2012 (- 83 % sur les 8 premiers mois par rapport à 2012).

En 2013, la production totale de bovins est faible : la production de bovins finis se contracte pour les gros bovins

(- 7 % en cumul de janvier à août par rapport à 2012) comme pour les veaux de boucherie (- 3,2 %) atteignant leur plus bas niveau sur les dix dernières années. Pour les animaux maigres, sur cette même période, les exportations de brouards vers l'Italie reculent de 9 % et reviennent quasiment au niveau de 2008.

La baisse de l'offre française et le manque de disponibilités à l'échelle européenne s'accompagne d'une réduction de la consommation apparente de viande bovine, calculée par bilan. En cumul sur huit mois, celle-ci diminue de 1,9 % sur un an pour la viande de gros bovins, et de 3,1 % pour la viande de veau. Les prix à la consommation continuent d'augmenter sensiblement pour ces viandes (resp. + 5 % et + 3 %). Depuis 2003, le prix à la consommation pour la viande bovine a cru 1,5 fois plus vite que pour l'ensemble des viandes.

Le déficit commercial de la viande bovine pour les huit premiers mois de l'année se creuse, à - 93 000 tec, et dépasse le précédent record de 2010 (- 91 000 tonnes-équivalent-carcasse sur la période). Les exportations de viande bovine reculent de plus de 10 %, soit une baisse de 18 000 tec sur la période tandis que les importations progressent légèrement (+ 1,6 %, soit une hausse de 4 000 tec).

Le coût des aliments composés pour les gros bovins et pour les veaux est resté élevé en 2013. En moyenne de janvier à août, il dépasse en effet respectivement de 16 % et 10 % le haut niveau de 2012. Pourtant, depuis le début de l'année, il a diminué pour les gros bovins (- 5 % entre janvier et août), en lien avec la baisse du coût des matières premières, mais pas pour les aliments d'allaitement des veaux (+ 3 %).

Ovins : production et importations se réduisent encore

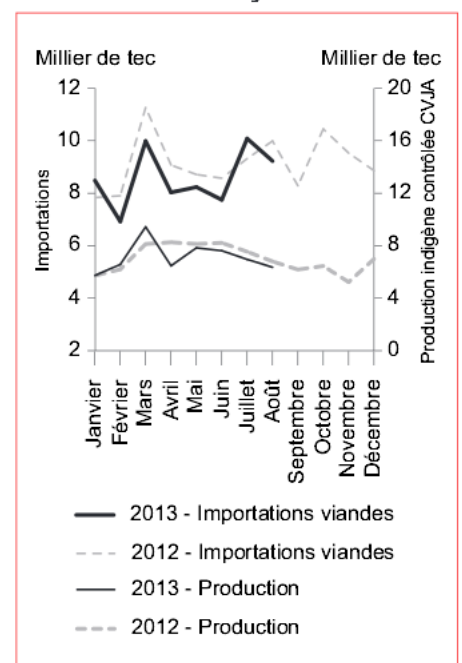
Les abattages d'ovins baissent de 2 % en nombre de têtes et de 3 % en tonne-équivalent-carcasse (tec), en cumul sur huit mois, par rapport à 2012. Sur cette période, les abattages

d'agneaux reculent à 47 000 tec (- 2 000 tec sur un an) passant en dessous du niveau de 2009, année la plus faible de ces quinze dernières années. Par ailleurs, les abattages d'ovins de réforme progressent par rapport à 2012, notamment en juillet et en août (+ 1,4 % en cumul sur huit mois, + 9 % en cumul sur juillet et août).

La faiblesse des disponibilités sur le marché français maintient le cours de l'agneau à un niveau relativement élevé. En 2012, le cours moyen a grimpé à près de 6,20 €/kg de carcasse sur l'année. En janvier 2013, le système de cotation a changé limitant de fait les comparaisons avec le passé. Pour autant, la baisse saisonnière de février semble plus marquée que les années précédentes avec un afflux d'agneaux à bas prix sur le marché européen, notamment en provenance du Royaume-Uni, suite au décalage de production lié aux mauvaises conditions climatiques de l'été 2012. Depuis, le cours de l'agneau s'est renchéri, notamment cet été. En août, il dépasse pour la première fois depuis 2005 le seuil de 6,50 €/kg de carcasse.

Parallèlement à la diminution des abattages, la production d'ovins ne diminue que de 1,5 % en tête en cumul sur huit mois par rapport à 2012.

Baisse des disponibilités ovines sur le marché français



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

L'excédent commercial en animaux vivants progresse, de 1 000 à 25 000 têtes sous l'effet conjugué d'une baisse des importations et d'une légère hausse des exportations en vif, la baisse des exportations vers l'Italie (- 12 000 têtes) atténuant la hausse vers les pays tiers (+ 18 000 têtes, soit + 145 %), en particulier vers la Libye et le Liban.

Les importations de viande ovine se contractent pour la quatrième année consécutive pour atteindre 69 000 tec en cumul jusqu'en août, soit une baisse de 5 % par rapport à 2012. Les importations en provenance d'Espagne diminuent nettement en 2013 (- 20 %) après la forte hausse enregistrée en 2012 (+ 31 %) suite à la sécheresse qu'avait connue le pays, conjuguée à la baisse de sa consommation indigène du fait de la crise. Reculent également les importations en provenance de Nouvelle-Zélande (- 12,4 % en cumul sur 8 mois), d'Irlande (- 3,2 %) et du Royaume-Uni (- 1,2 %). Le volume des exportations de viande ovine reste marginal en 2013 (0,2 % des abattages en France).

La consommation française de viande ovine, calculée par bilan, poursuit sa baisse (- 4 %), le repli des abattages étant accentué par le recul plus important des importations de viande.

Porcins : hausse de la consommation soutenue par les échanges extérieurs

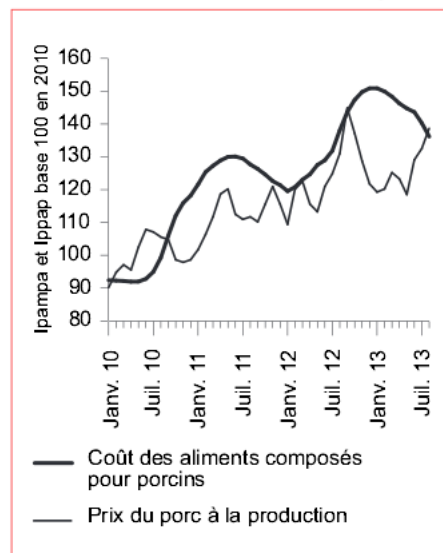
En cumul sur huit mois, la production porcine française diminue à nouveau en 2013 (- 1 % en tête et - 0,4 % en tec) en lien avec la baisse des abattages (- 1,5 % en tête et - 0,7 % en tec), notamment en août dans un contexte de net fléchissement de la production européenne au cours de l'été. Compte tenu de la baisse des effectifs mesurée en mai 2013, la production française devrait continuer de diminuer sur la fin de l'année ainsi qu'au 1^{er} semestre 2014 (*Infos rapides « Porcins – Enquête Cheptel mai 2013 – Résultats français et européens », octobre 2013*).

Les exportations de viande porcine continuent de se contracter en 2013,

notamment vers l'Union européenne. Elles se rétractent fortement vers les Pays-Bas (- 11 %), en particulier depuis juin où elles sont presque réduites de moitié par rapport à 2012. Elles diminuent également à destination de la Grèce (- 13 %) et de l'Italie (- 3 %). À l'inverse, elles se renforcent vers l'Espagne (+ 14 %), notamment au 1^{er} semestre 2013, et repartent à la hausse vers les pays tiers après un fort reflux en 2012. En particulier, elles s'améliorent nettement en juillet et en août à destination de la Russie, probablement en raison de la fermeture de ce marché pour les États-Unis, et bondissent vers la Chine (+ 40 % en cumul sur huit mois), le commerce vers cette dernière croissant aux dépens de Hong Kong.

La consommation de viande porcine, calculée par bilan, progresse en 2013 aux dépens des viandes rouges du fait notamment de son prix plus accessible dans le contexte économique actuel. De plus, en moyenne de janvier à août, le prix à la consommation de la viande de porc n'augmente que de 2 % contre 3 % pour l'ensemble des viandes. Alors que les abattages diminuent (- 1 %), le rebond de la consommation (+ 2 %) se traduit par une hausse des importations (+ 3 %), en particulier d'Allemagne et d'Espagne, conjuguée à une baisse des exportations (- 3 %).

Le coût élevé de l'alimentation limite la rentabilité des élevages



Sources : Insee, Agreste

Après une baisse saisonnière marquée fin 2012, le cours du porc charcutier repart fermement à la hausse entre janvier et août 2013 soutenu par une offre limitée et une demande croissante. En moyenne de janvier à août, il dépasse de 4 % le cours élevé de l'an dernier et de 16 % le cours moyen des cinq dernières années. Néanmoins, la tendance semble se renverser depuis la fin du mois d'août. Sur le marché du porc breton, le cours à Plérin montre une baisse saisonnière brutale, perdant 16 % entre le 30 août et le 17 octobre. Il reste toutefois nettement au-dessus de sa moyenne quinquennale à la mi-octobre.

Depuis le début de l'année, le coût de l'aliment composé pour porcins est en baisse mais reste à un niveau élevé limitant ainsi la rentabilité des élevages malgré la hausse du cours du porc. Sur la fin de l'année, il devrait continuer de diminuer.

Reprise de la production des poulets de chair soutenue par les exportations

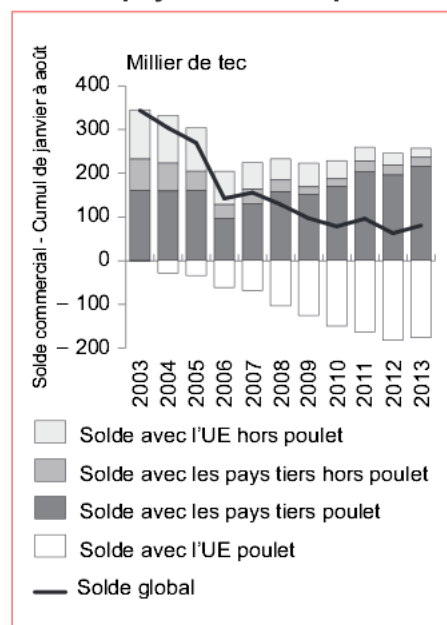
Après avoir diminué en 2012 à compter du 2^e trimestre par rapport à la même période de 2011, la production de volailles est stable au 1^{er} trimestre puis progresse au second tirée par la production des poulets de chair (+ 5 % au 1^{er} semestre 2013 par rapport au 1^{er} semestre 2012). À l'inverse, elle se replie nettement pour le canard (- 9 %) et pour la dinde (- 6 %). (*Après l'embellie de 2012, la production de dinde poursuit son repli en 2013, Aviculture n° 2013/211, juin 2013*).

Après avoir progressé sensiblement au 1^{er} semestre 2012 (+ 3 % sur un an), la consommation de volaille marque le pas au 2^e semestre 2012 (- 0,5 %) puis au 1^{er} semestre 2013 (- 1 %). En lien avec la baisse de la production, elle diminue pour le canard (- 8 %) et la dinde (- 3 %). Elle est quasi stable pour le poulet, l'excédent de production par rapport à 2012 étant exclusivement destiné à l'exportation.

En 2013, plus d'un tiers des abattages de volailles est destiné à l'exportation de viandes et préparations de volaille.

Les quantités exportées – pour 80 % de poulet – ont sensiblement augmenté par rapport à 2012 (+ 18 500 tec en cumul de janvier à août, soit une hausse de 5 %). Les exportations de viandes et préparations de poulet ont notamment progressé par rapport à 2012 (+ 15 000 tec en cumul de janvier à août, soit + 7 %), en particulier vers l'Arabie Saoudite (+ 8 500 tec). En 2013, les importations de viandes et préparations de volaille représentent un quart de la consommation. Les quantités importées – pour 85% de poulet – se rétractent très légèrement (- 1 000 tec, soit - 0,3 %) ; s'agissant du poulet, le repli marqué des importations d'Allemagne (- 5 800 tec) et du Brésil (- 4 000 tec) est en partie compensé par la forte hausse des importations de Pologne (+ 6 300 tec). L'excédent commercial de viandes et préparations de volailles de chair se renforce sur les huit premiers mois de 2013 (+ 18 000 tec), tiré par la hausse du solde commercial sur le poulet (+ 26 000 tec). L'excédent commercial de viandes et préparations de poulet s'améliore avec les pays tiers ; dans le même temps, le déficit se réduit légèrement avec l'Union européenne. Le contexte des exportations vers les pays tiers est toutefois devenu moins favorable à partir de juillet avec la mise à zéro des restitutions pour les exportations de poulet.

Excédent commercial en 2013 sur les volailles : fruit des échanges avec les pays tiers sur le poulet



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Après avoir progressé fortement en 2012, le prix à la production des volailles est orienté à la baisse depuis mars. Dans le même temps, le prix des aliments composés pour volailles s'est nettement renchéri en 2012 avant de diminuer à partir de février 2013. En moyenne sur huit mois, le prix à la production a augmenté de 10 % par rapport à 2012 et celui des aliments de 12 %.

Production d'œufs trop abondante

Après avoir fortement diminué en 2011, la production d'œufs a progressé tout au long de l'année 2012. En 2013, elle continue d'augmenter et dépasse nettement les niveaux atteints depuis 2005. Sur le 1^{er} semestre, elle est supérieure de 25 % à la production 2012 et de 9 % à la production moyenne 2008-2012.

Sur les sept 1^{ers} mois de l'année 2013, le nombre de mises en place de poulettes pour la ponte est très élevé : + 9 % en cumul de janvier à juillet par rapport à 2012, année record de la dernière décennie ; + 19 % par rapport à la moyenne quinquennale. Suite à ces mises en place importantes, la production d'œufs devrait continuer de pro-

gresser jusqu'à la fin de l'année (*Chute du cours français de l'œuf en 2013, liée à une surproduction française et européenne, Aviculture n° 2013/223, octobre 2013*).

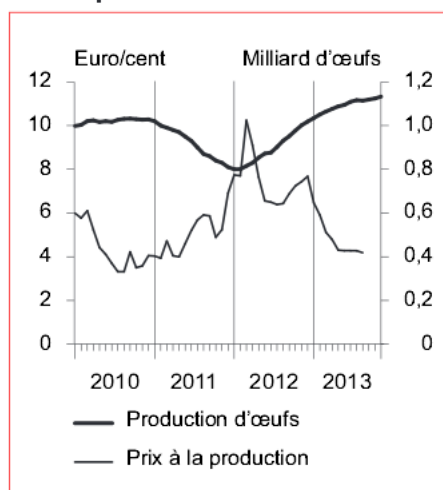
Le prix des œufs à la production chute en 2013. Il passe de 7,68 € les cent en décembre 2012 à 4,19 € en août 2013, conséquence d'une surproduction. Selon la cotation TNO, le cours des œufs a progressé sensiblement en août mais surtout en septembre (+ 0,84 € les cent entre juillet et septembre, soit + 17 %). Le prix de l'aliment pour poudeuses a atteint un niveau record en janvier 2013 ; il diminue sensiblement depuis lors, restant néanmoins à un niveau élevé. En moyenne sur les huit 1^{ers} mois de l'année, il se situe 22 % au dessus de son prix sur la période 2008-2012.

Le solde du commerce extérieur en valeur des œufs et des ovoproduits alimentaires progresse nettement en 2013 sous l'effet d'un fort recul des importations, notamment en provenance d'Espagne et de Pologne pour les œufs de poule en coquille, et d'une légère progression des exportations. Le déficit commercial des œufs se rétracte, en cumul sur 7 mois, de - 43 millions d'euros en 2012 à - 2 millions d'euros en 2013 ; sur la même période, l'excédent commercial d'ovoproduits alimentaires progresse de + 3,7 millions d'euros à + 15,4 millions d'euros.

Reprise de la collecte laitière

Après avoir été en recul durant 12 mois consécutifs, la collecte de lait a progressé de 1,6 % en juillet 2013 sur un an. La flambée du coût de l'alimentation animale et la baisse du prix du lait ont fortement pénalisé la production laitière fin 2012 et début 2013. Dans un contexte de renchérissement des cours des tourteaux et des céréales, l'indice Ipampa des aliments pour vaches laitières a progressé de 25 % au 1^{er} trimestre 2013 par rapport à la même période de 2012. Le coût de l'alimentation achetée a augmenté malgré un recours aux aliments composés. De plus, un déficit d'offre au niveau mondial au 1^{er} trimestre 2013

Le prix de l'œuf chute en 2013 conséquence de l'excédent d'offre



Sources : Insee, Agreste

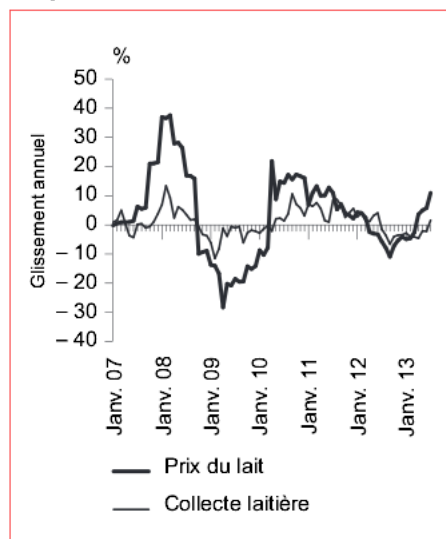
a généré une hausse des prix industriels aux niveaux mondial et national qui ne s'est répercutée que lentement sur le prix du lait à la production.

Durant le 2^e trimestre 2013, le prix des aliments pour vaches laitières a amorcé une baisse mais il s'est maintenu à un niveau élevé, ne permettant pas un fléchissement significatif du coût de production du lait. La revalorisation tardive et limitée du prix du lait en avril et le contexte climatique défavorable au printemps 2013 qui a retardé la mise à l'herbe ont freiné la collecte qui est restée à un niveau inférieur à 2012.

À partir de juillet 2013, la tendance s'inverse et la collecte laitière passe au dessus du niveau de 2012 (+ 1,7 % par rapport à juillet 2012). Cette progression est encore plus importante en août, la collecte augmentant de 3,1 % par rapport à août 2012. Une revalorisation significative du prix du lait ainsi qu'une bonne disponibilité en herbe ayant permis une réduction des coûts de production a ainsi induit une hausse de la collecte.

Après un retrait début 2013 en raison d'un manque de disponibilité en lait, les fabrications de produits laitiers de grande consommation sont encore en recul en août 2013. Parmi les fabrications de produits industriels, seules celles de caséines et de caséinates sont

Reprise de la collecte laitière, dans le contexte de hausse du prix du lait



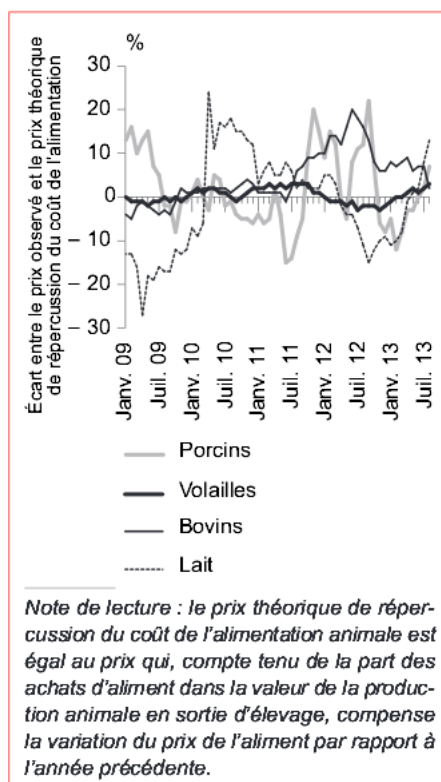
Sources : Agreste, FranceAgriMer

en forte hausse. En cumul sur les huit 1^{ers} mois de 2013, seuls les laits conditionnés et les fromages sont en hausse.

INTRANTS

Les prix d'achat des intrants, mesurés par l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole pour les biens et services de consommation courante, ont poursuivi leur hausse jusqu'en février 2013. De mars à août 2013, l'indice a baissé, sous l'effet du recul des prix des aliments pour animaux, en lien avec la baisse des cours céréaliers et oléagineux, et le repli des prix des engrais et amendements. En cumul sur les huit 1^{ers} mois de 2013, les biens et services de consommation courante se sont renchérissés de 4,3 % sur un an. En août, l'indice est repassé en dessous de l'indice d'août 2012 (- 0,7 %).

Au 1^{er} trimestre 2013, les prix à la production du porc et du lait sont nettement inférieurs aux prix de répercussion du coût de l'alimentation animale



Sources : Insee, Agreste

Recul du prix de l'énergie

Après une baisse fin 2012, le prix de l'énergie a augmenté début 2013. Il a diminué significativement au 2^e trimestre 2013 et a rebondi légèrement de juillet à août mais il est demeuré inférieur à 2012, dans le sillage des cours du pétrole et du dollar. Le prix du fioul domestique, qui représente la moitié du poste, a fortement pesé sur ces évolutions. En cumul de janvier à août 2013, le prix de l'énergie a fléchi de 1,3 % par rapport à 2012 au cours de la même période (- 3,7 % en août).

Les prix de l'alimentation animale continuent de grever les coûts de production

Les volumes d'aliments composés produits continuent de reculer en 2013. En cumul sur huit mois, ils se contractent de 1,5 % entre 2012 et 2013, après avoir diminué sur l'année de 0,5 % en 2012 et de 1,1 % en 2011. Cette baisse est due à celle des volumes d'aliments pour porcins, dindes et palmipèdes en lien avec la baisse de production de ces espèces.

Les cours de matières premières utilisées pour l'alimentation animale se sont envolés en 2012. Malgré le repli en 2013, ils restent relativement élevés. Ils ont pesé sur les prix d'achat des éleveurs en produits destinés à l'alimentation des animaux. En moyenne de janvier à août, ceux-ci sont supérieurs de 12 % aux prix de 2012 et de 23 % à la moyenne quinquennale. Mais, depuis le début de l'année, le coût de l'alimentation animale est orienté à la baisse : il a diminué de 6 % entre janvier et août.

Le haut niveau du coût de l'alimentation animale pénalise plus les exploitations hors sol (porcins, volailles) pour lesquelles il représente environ 60 % du produit brut. S'agissant de la filière avicole, sa forte intégration favorise le parallélisme des prix à la production et des coûts d'élevage, contractualisés par les intégrateurs. Au 1^{er} trimestre 2013, les prix à la production du porc et du lait de vache sont nettement inférieurs aux prix permettant de

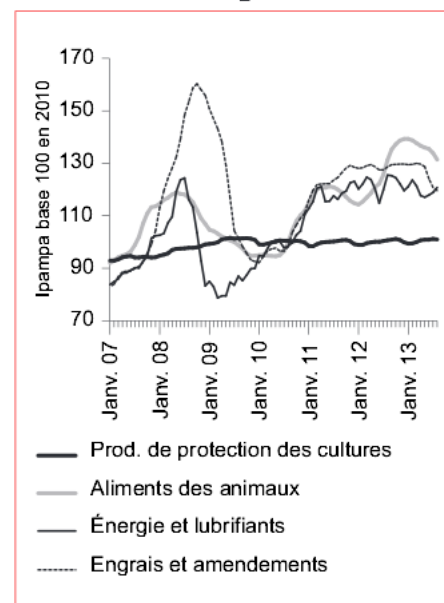
compenser intégralement l'évolution du coût de l'alimentation animale. L'écart se réduit au 2^e trimestre 2013. Puis il s'inverse à partir de juin-juillet suite à la forte hausse des prix du lait et du porc, conjuguée à la baisse du coût de l'alimentation. L'écart entre le prix effectif à la production et le prix de répercussion du coût de l'alimentation animale devrait rester positif sur la fin de l'année sans pour autant contrebalancer le déficit enregistré en début d'année.

Des livraisons d'engrais dynamiques pour la campagne 2012/2013

En cumul sur la campagne culturale 2012/2013 – juillet-juin pour l'azote et mai-avril pour la potasse et le phos-

phore –, le prix d'achat des engrais azotés s'est élevé de 1,4 % et celui des engrais potassiques de 2 % tandis que celui des engrais phosphatés a reculé de 1,6 % par rapport à la campagne 2011/2012. Les prix d'achat des engrais qui s'étaient stabilisés à mi-chemin entre le sommet atteint fin 2008 et le creux qui a suivi fin 2009 ont nettement baissé entre avril et juillet. Après un fort retrait lors de la campagne 2011/2012, les livraisons d'engrais ont marqué une nette reprise lors de la campagne 2012/2013, dans un contexte de cours des grandes cultures élevés. En effet, les livraisons d'engrais azotés ont été supérieures de 6 %, en quantités d'éléments fertilisants, à celles de la campagne 2011/2012 et celles d'engrais phosphatés et potassiques de respectivement 21 et 6 %. Les achats du dernier trimestre ont été particulièrement dynamiques.■

En 2013, les prix de l'alimentation animale et des engrais en retrait



Sources : Insee, Agreste

Retour LÉGUMES ET FRUITS

Retards dans les productions végétales, liés aux épisodes froids et pluvieux du début de l'année 2013

D'

Un hiver pluvieux avec une baisse des températures en février

L'année 2012 s'est achevée sous une douceur générale (3,7°C au-dessus de la référence durant la dernière décennie), à l'exception, toutefois, du quart Sud-Est plus conforme aux normales de saison. Janvier a connu des températures plus chaotiques. En moyenne mensuelle, janvier enregistre une température de 0,2°C inférieure à la norme. Puis, février a plongé l'ensemble des régions dans le froid avec une moyenne qui se situe 2°C en dessous de la référence.

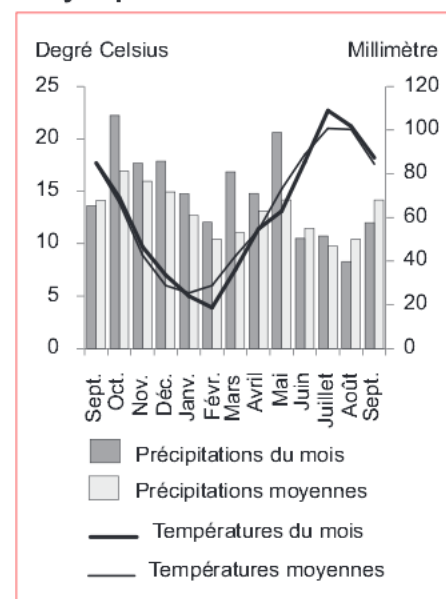
Les précipitations des mois d'hiver ont globalement été importantes, gorgeant les sols d'eau. Ainsi, au 1^{er} février 2013, l'indice d'humidité des sols est supérieur ou conforme aux normales

saisonniers sur l'ensemble du territoire à l'exception de zones très localisées dans le Sud-Est.

Un printemps particulièrement froid et pluvieux qui a perturbé le cycle végétatif des principales cultures

Le mois de mars a connu une période particulièrement froide sur la quasi-totalité du pays (1,3°C en moyenne en dessous de la référence). Le déficit thermique a été plus important dans le Nord, région également touchée par un épisode neigeux exceptionnel. Les températures sont descendues localement à -10°C. En avril, les températures moyennes ont été proches des normales saisonnières avec toutefois de grosses variations au fil des décades : les dix premiers jours ont été très froids dans toutes les régions (-3,2°C

De la pluie jusqu'en juillet, relayée par du soleil



Source : Météo-France - Moyennes nationales

en moyenne en dessous de la référence), puis le mercure est remonté à un niveau estival, atteignant 20°C dans le Nord et parfois plus de 30°C dans le Sud-Ouest, pour, enfin, redescendre à un niveau plus conforme à la normale saisonnière. Le froid a nouveau sévi en mai, de plus en plus fortement au fil des semaines.

Le mois de mars a enregistré une pluviométrie contrastée, largement excédentaire dans le Sud-Est et en Corse, et fortement déficitaire dans le Nord-Est. Avril est resté pluvieux dans la quasi-totalité du pays, à l'exception du Nord. Mai a ensuite été arrosé de pluies abondantes ayant provoqué des crues et des inondations en Bourgogne et Champagne-Ardenne. Au 1^{er} mai, l'indice d'humidité des sols est devenu largement supérieur à la normale sur la plus grande partie du pays. Seuls le littoral Nord-Ouest, de la Bretagne au Nord-Pas-de-Calais, et le littoral languedocien sont restés proches de la norme.

Combinés à ces précipitations intenses, le gel et la fraîcheur du printemps ont nui à la floraison des fruits méditerranéens, l'abricot, mais aussi, dans une moindre mesure, la pêche. Les variétés précoces de l'abricot ont notamment été impactées dans le sud de la vallée du Rhône. Ces deux espèces ont subi, en plus d'une baisse de production, un retard de leur calendrier de récolte. En revanche, la pomme et la poire ont pu bénéficier d'une fenêtre météorologique plutôt favorable au moment de la floraison, à l'exception des variétés précoces de pomme, notamment la Gala, dont les calibres ont été plus petits. Malgré un retard de la végétation plus ou moins rattrapé en cours d'été, ces productions ont retrouvé un niveau proche de la moyenne 2008-2012. Quant à la cerise, après une floraison prometteuse, les fortes pluies de mai ont fait chuter les rendements, car beaucoup de fruits ont éclaté et n'ont pas été récoltés. La consommation a pâti de ce temps frais.

Les cultures de légumes d'été ont également souffert des pluies, du froid mais aussi du faible ensoleillement de ce printemps. Décalage dans les calendriers de production, plus ou moins marqué selon les légumes, pro-

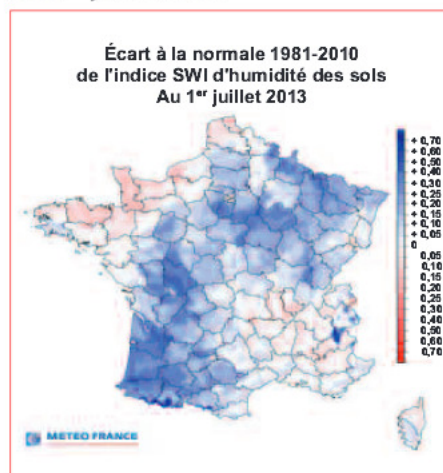
blèmes de pollinisation, de nouaison, et développement parasitaire important en ont été les conséquences. Ainsi, le développement fongique – notamment le botrytis (ou pourriture grise) sur la fraise, la cladosporiose et l'oïdium sur le melon, ou encore le mildiou sur la tomate – pénalise les productions. Les retards de récolte et les baisses de rendement se sont traduits en fin de campagne par une baisse globale de production, surtout pour le melon et la courgette.

Ces conditions climatiques particulièrement humides depuis l'automne 2012 et la fraîcheur printanière de 2013 ont entraîné des dégâts et des retards de développement des grandes cultures. Le colza notamment a connu une implantation très difficile à l'automne, certaines parcelles n'ont pas été semées et d'autres ont dû être retournées.

Un été proche des conditions normales à partir de la mi-juillet, qui a démarré avec un indice d'humidité des sols exceptionnellement élevé

Durant le mois de juin, il a fait encore froid, avec des températures en dessous des normales saisonnières sur la plus grande partie du territoire. En juillet, le mercure est remonté. L'ensemble du pays a enregistré alors de fortes chaleurs à partir de la deuxième quinzaine du mois. Selon Météo-France,

Des sols bien pourvus en eau au 1^{er} juillet 2013

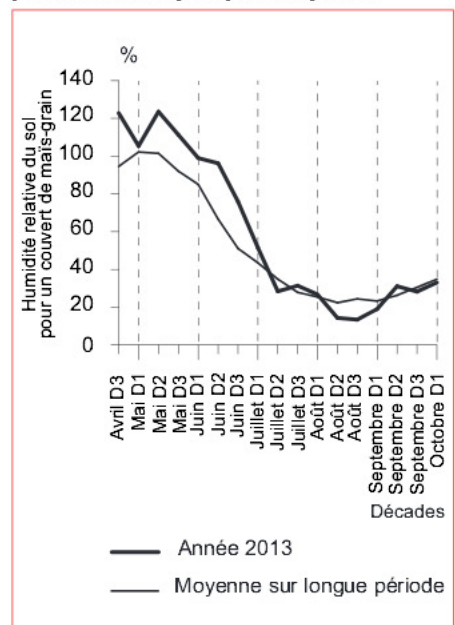


Sources : Isop - Agreste, Météo-France et Inra

ce mois de juillet est le 3^e mois de juillet le plus chaud depuis 1900. Août a d'abord été chaud puis conforme aux normales saisonnières. Septembre a également connu des températures clémentes.

L'été s'est caractérisé par des épisodes orageux violents de pluie et de grêle qui ont touché la plus grande partie du pays en juin et juillet. Ces orages de grêle ont détruit des cultures de légumes, et ont particulièrement affecté des surfaces de vignobles étendues dans le Centre, en Bourgogne, dans le Bordelais ou en Champagne. Dans le Bordelais et la Drôme, les pertes ont été estimées à 600 000 hectolitres. Le Sud-Ouest a, quant à lui, connu de graves inondations à l'origine d'importants dégâts. Au final, les sols sont restés pourvus en eau jusqu'en juillet, alors que, d'ordinaire, ils perdent leur humidité au fil des mois. L'indice d'humidité des sols s'est ainsi maintenu à un niveau très proche de 100 % sur la plus grande partie du pays, à l'exception du littoral Nord-Ouest et du quart Sud-Est. Ces bonnes réserves en eau jusqu'en juillet ont bénéficié aux prairies, et la pousse d'herbe, bien que retardée, est globalement très proche de la norme. La situation est cependant contrastée sur le territoire car la

Pas de stress hydrique pour le maïs jusque fin juillet



Source : Commission Européenne - Centre Commun de Recherche d'Ispra

pousse des régions du Nord-Ouest est déficitaire à très déficitaire. Ces réserves en eau, combinées aux températures chaudes de juillet, ont contribué au rattrapage des grandes cultures : les retards de croissance des plantes ont été en partie comblés, et les rendements des cultures d'hiver favorisés. Le rendement du blé tendre, en particulier, atteindrait 74 q/ha, soit 2 % de plus que son niveau moyen 2008-2012. À l'opposé, les rendements des cultures d'été, notamment du maïs, seraient plus bas que la moyenne. Les semis de maïs, au printemps 2013, ont souffert des conditions météorologi-

ques très humides. Au mois d'août, le temps très sec a été néfaste aux parcelles non irriguées.

La floraison déjà tardive de la plupart des vignobles a été perturbée par le temps frais et pluvieux de juin. Il s'en est suivi, après le stade de la nouaison en juillet, des phénomènes de coulure (fleur ou jeune baie avortée) et de millerandage (baies de très petite taille mélangées à des baies de taille normale). Ces phénomènes, surtout présents sur le Grenache (Sud-Est) et le Merlot (Bordelais), ont amoindri le potentiel de production qui s'annonçait

dans un premier temps élevé. Le retard initial de végétation, malgré des conditions estivales chaudes, n'a pas été résorbé. Il s'élevait, en moyenne et selon les régions, entre deux à trois semaines en début de vendange. L'avancée dans la saison, accompagnée de températures plus fraîches et d'une humidité nocturne plus importante a favorisé le développement de botrytis, ce qui a obligé les vignerons à hâter les vendanges. Pour l'heure, la récolte est estimée inférieure à la moyenne 2008-2012, mais supérieure à la récolte 2012 historiquement très basse.

Sources et définitions

■ Données climatiques

L'ensemble des données de températures et de précipitations proviennent de Météo-France.

Les données régionales correspondent à la moyenne des températures et précipitations relevées quotidiennement sur plusieurs stations météo de la région. La liste des stations par région est la suivante :

Ouest : Brest, Rennes, Caen, Nantes, Angers

Nord : Le Bourget, Lille, Reims, Rouen, Orléans, Auxerre

Nord-Est : Strasbourg, Nancy, Bâle-Mulhouse, Besançon

Centre-Est : Lyon, Dijon, Grenoble, Clermont-Ferrand

Sud-Ouest : Bordeaux, Toulouse, Gourdon, Mt de Marsan, Cognac, Limoges

Sud-Est : Perpignan, Montpellier, Orange, Marignane, Nice, Saint-Auban

Corse : Cap Corse, Île Rousse, Ajaccio, Pertusato

Les normales saisonnières sont les moyennes sur la période 1981-2010 des hauteurs de précipitations et des températures moyennes mensuelles.

Les termes de « norme », « normale » ou « référence » sont utilisés indifféremment dans le texte.

■ Informations et suivi objectif des prairies (Isop)

Le système Isop – Informations et Suivi Objectif des Prairies – fournit des estimations de rendement des prairies temporaires et permanentes productives à l'échelle de la région fourragère à partir d'un modèle de simulation (STICS-Prairies). Il est opérationnel sur la France métropolitaine. Le système Isop calcule les quantités de matière sèche cumulée par hectare au pas de temps journalier sur chaque région fourragère. Les simulations sont effectuées lorsqu'un type de prairies donné – permanentes ou temporaires – couvre plus de 7 000 hectares par région fourragère et 2 000 ha pour les départements du pourtour méditerranéen quelle que soit l'altitude. Les prairies productives situées au-dessus de 1 000 mètres peuvent parfois être moins bien représentées à l'échelle des régions fourragères. Les résultats de simulation sont extraits au 20 de chaque mois par région fourragère, entre mars et octobre, sous forme d'un rapport à la normale correspondant à la moyenne calculée sur la période 1982-2009. À partir de 2007, une nouvelle version d'Isop a été développée. Elle intègre de nouvelles données météorologiques permettant de prendre en compte des événements climatiques plus localisés. En 2010, les simulations ont été étendues aux départements du pourtour méditerranéen. Les rendements de référence sont à présent calculés sur une période de 28 années de 1982 à 2009 (1982 à 2006 dans l'ancienne version). Isop est le fruit d'une étroite collaboration entre Météo-France, l'Inra et le SSP.

■ Les données européennes du programme Mars

Les données européennes sur la teneur du sol en eau proviennent du programme Mars conduit par le centre de recherches de la Commission européenne qui publie le bulletin Mars : mars.jrc.ec.europa.eu/mars/Bulletins-Publications.

Pour en savoir plus

Vous trouverez sur le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

- les publications Agreste dans l'espace Conjoncture
- les données chiffrées dans les Données en ligne

■ Publications Agreste :

- « Encore un peu de chaleur en septembre », Infos rapides Climatologie, octobre 2013
- « Un mois d'août normalement chaud et plutôt sec », Infos rapides Climatologie, septembre 2013
- « Chaleur et orages en juillet », Infos rapides Climatologie, août 2013
- « Pluies contrastées et encore de la fraîcheur en juin », Infos rapides Climatologie, juillet 2013
- « Un mois de mai froid et bien arrosé », Infos rapides Climatologie, juin 2013
- « Avril plutôt pluvieux avec des températures de saison », Infos rapides Climatologie, mai 2013
- « Mars : entre neige et pluie », Infos rapides Climatologie, avril 2013
- « Fraîcheur pour toutes les régions et pluies contrastées en février », Infos rapides Climatologie, mars 2013
- « En janvier, des températures contrastées au fil des semaines », Infos rapides Climatologie, février 2013 et sur les prairies
- « Les prairies vues par Isop en septembre 2013 », Infos rapides Prairies, septembre 2013

■ Données chiffrées dans la rubrique Climatologie du Bulletin disponible sur l'espace Conjoncture : www.agreste.agriculture.gouv.fr/conjoncture/le-bulletin/

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèses Céréales octobre-novembre n° 2013/221

Retour GRANDES CULTURES

En 2013, chute de la production française de blé dur

En 2013, la production française de blé dur a fortement baissé. Elle chuterait à 1,8 Mt, en baisse de 26 % sur un an, principalement à cause d'un net retrait des surfaces. Celles-ci seraient inférieures d'un quart à la moyenne des cinq dernières années. Cette faible récolte engendre une diminution des exportations, et un bilan national plus serré qu'en 2012. Malgré le contexte de récolte réduite, les prix français du blé dur continuent à baisser, car le disponible exportable du Canada, premier exportateur mondial, est important.

En 2013, les surfaces françaises de blé dur chutent de façon marquée dans ses trois principales régions d'implantation. La sole a reculé de 32 milliers d'hectares dans le Centre (- 30 %), 29 milliers en Midi-Pyrénées (- 26 %) et 17 milliers en Poitou-Charentes (- 33 %). La baisse est plus modérée dans les régions méditerranéennes (- 12 % en Languedoc-Roussillon et - 7 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur). Au niveau national, avec 335 milliers d'hectares, la sole tomberait à son niveau le plus bas depuis dix ans.

Plusieurs phénomènes ont pu contribuer à ce recul des surfaces. Les conditions climatiques de l'automne 2012 ont été défavorables à une bonne implantation des cultures d'hiver, notamment du blé dur. Les précipitations ont été particulièrement abondantes en octobre puis suivies début novembre d'une période froide accompagnée de gel, notamment dans la région Centre. Le printemps 2013 a été extrêmement humide dans l'ensemble des régions françaises, entraînant de nouveaux dégâts et un retard

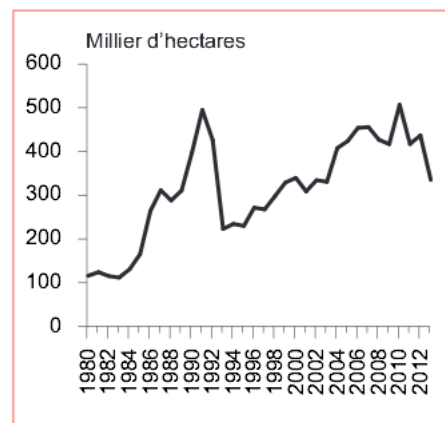
de développement des productions. En plus de ces difficultés d'implantation, les rapports de prix entre le blé dur et le blé tendre étaient défavorables au blé dur au moment des semis à l'automne 2012, après la récolte particulièrement abondante de blé dur durant l'été 2012 grâce à de hauts rendements. Au cours des mois d'octobre à décembre, le rapport de prix entre le prix moyen du blé dur et celui du blé tendre est passé de 1,7 en 2011 à 1,1 en 2012. Ce ratio a ainsi retrouvé son niveau le plus bas des dix dernières années, soit celui de l'année 2010 atteint lors de la flambée exceptionnelle des prix du blé tendre. Enfin, notamment en Midi-Pyrénées, des problèmes récurrents de qualité, impactant la commercialisation des récoltes, ont également pu décourager de semer du blé dur.

Les conséquences de la faible récolte sur le bilan français du blé dur : des exportations réduites

Pour la campagne 2013/2014, les exportations françaises de blé dur attein-

draient 1,05 Mt selon FranceAgriMer, dont 0,7 Mt à destination de l'Union européenne. Elles reculeraient globalement d'un tiers par rapport au niveau plutôt élevé de 2012. En 2012, ce sont les exportations vers l'Union européenne qui avaient été particulièrement hautes, en raison d'un bond des achats de l'Espagne, lié à une récolte exceptionnellement basse due à la sécheresse.

En 2013, la sole de blé dur serait la plus basse depuis 2003



Source : Agreste - Surfaces semées (Statistique Agricole Annuelle 1980-2012/Conjoncture 2013)

Au cours des cinq dernières campagnes, la France a exporté en moyenne 1,6 Mt de blé dur, dont 54 % à destination de l'Union européenne. Ces exportations communautaires sont surtout destinées à l'Italie (40 % des quantités vers l'UE), à l'ensemble Belgique-Luxembourg, à l'Allemagne et à l'Espagne. Parmi les pays tiers, le principal client de la France est l'Afrique du Nord (85 % des ventes), essentiellement l'Algérie.

Au niveau européen : un bilan 2013/2014 stable

La récolte de l'UE à 28 serait en légère hausse, à 8,7 Mt. Le retour à la nor-

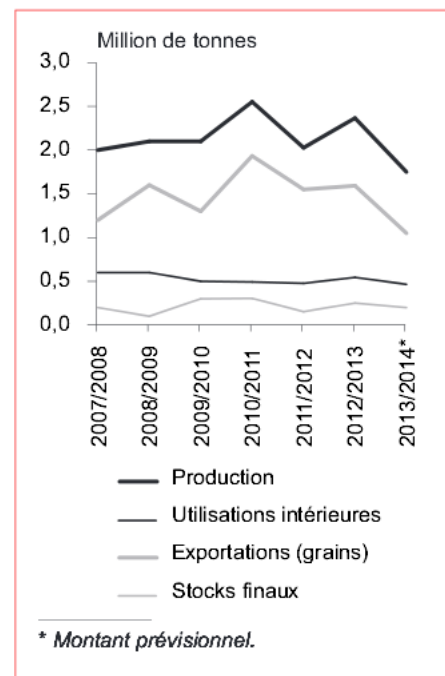
male de la production espagnole après le point bas de 2012 lié à la sécheresse contrebalancerait la chute de production en France. Le niveau des exportations à destination des pays tiers serait stable, à 1,4 Mt.

Au niveau mondial, place prépondérante du Canada...

Le Canada domine largement le marché mondial du blé dur, et sa production est en hausse continue depuis 2010. Sur une production prévue de 5,1 Mt en 2013, le Canada exporterait 4,2 Mt durant la campagne de commercialisation 2013/2014 (juillet à juin), contribuant à 60 % du commerce

mondial. Les autres principaux exportateurs de blé dur sont l'Union européenne, le Mexique, les États-Unis et l'Australie. En plus d'être exportateur,

Bilan français du blé dur : la chute de production impacte les exportations



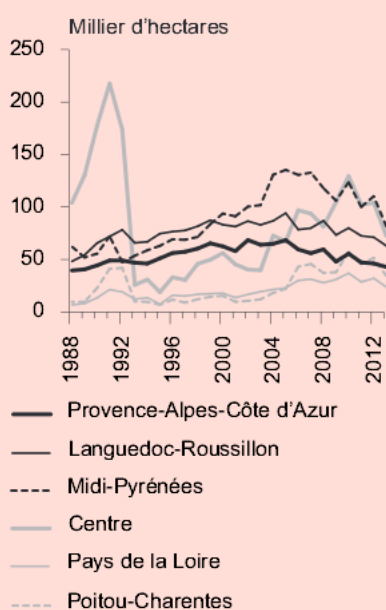
Sources : FranceAgriMer

L'évolution à long terme de la sole française de blé dur : une forte dépendance aux politiques agricoles

Jusqu'en 1985, le rapport des prix d'intervention entre blé dur et blé tendre était de 1,7. À partir de 1985, ce ratio est passé à 1,5 mais il a été compensé par une prime incitative dédiée au blé dur. Entre 1985 et 1992, la sole française de blé dur s'est ainsi étendue de 261 milliers d'hectares. L'augmentation a été spectaculaire dans la région Centre, qui a concentré à elle seule jusqu'à 44 % des surfaces métropolitaines en 1991. La réforme de la Politique agricole commune mise en place en 1993 a instauré un prix d'intervention unique pour toutes les céréales, en baisse progressive, finalement stabilisé à 101,31 €/t en 2001. Ce niveau s'est avéré sans rapport avec le prix d'intérêt du blé dur qui est, en règle générale, la céréale dont les prix de marché sont les plus élevés, à l'exclusion du riz. Parallèlement, afin d'encourager la culture du blé dur dans les régions dites « traditionnelles » où elle tient un rôle structurant dans l'occupation des territoires, l'aide particulière au blé dur a été ciblée pour l'essentiel sur les régions méditerranéennes de l'Union européenne. En France, c'est ainsi que le soutien à la culture du blé dur s'est focalisé sur les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et les départements de l'Ardèche et de la Drôme. Les autres

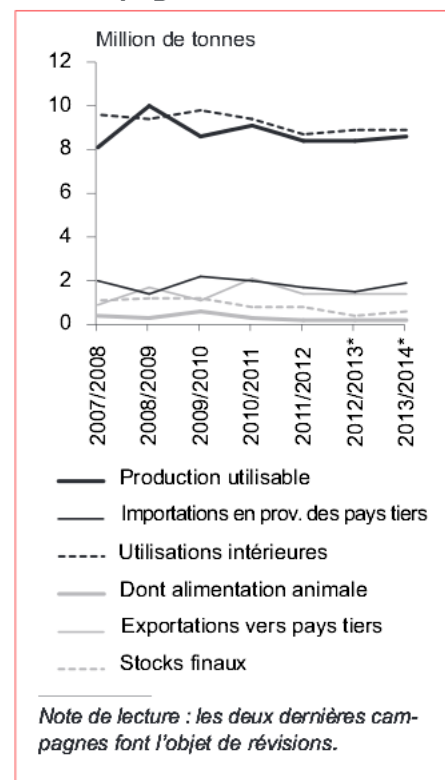
départements ont été considérés comme « non traditionnels » et l'aide au blé dur y a été très sensiblement inférieure. Les surfaces en région Centre ont ainsi très fortement chuté en raison de ce différentiel d'aides. Dans les régions « non traditionnelles », l'attrait de la culture du blé dur n'a donc alors directement résulté que des seuls prix pratiqués sur le marché.

Effondrement de la sole de blé dur dans le Centre en 1993



Source : Agreste - Surfaces semées (Statistique Agricole Annuelle 1980-2012/Conjoncture 2013)

Bilan européen de blé dur stable par rapport à la campagne 2012/2013



Sources : Commission européenne, DG-Agriculture (au 27 septembre 2013)

l'Union européenne est le premier importateur avec 1,9 Mt importés en 2013/2014, selon le Conseil international des céréales et la Commission européenne.

L'essentiel des importations est réalisé par l'Italie qui, au cours des campagnes 2009/2010 et 2010/2011, s'est approvisionnée pour une partie en France (en moyenne 260 milliers de tonnes) mais surtout, pour la moitié, à partir des pays tiers (1,7 Mt), essentiellement à partir du Canada (685 milliers de tonnes), et aussi des États-Unis, du Mexique et de l'Australie.

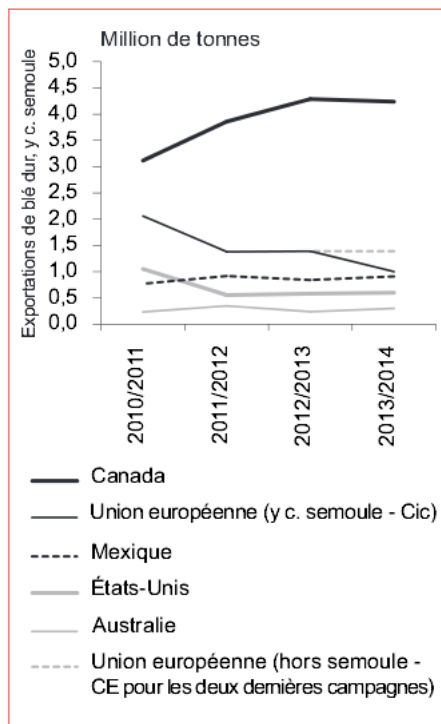
Les autres importateurs majeurs de blé dur sont les pays du Maghreb – l'Algérie (1,75 Mt, soit 24 % des importations mondiales), la Tunisie (8 %) et le Maroc (7 %) – et les États-Unis (8 %). Dans les pays méditerranéens, cette céréale est principalement destinée à la fabrication de pâtes et de semoule, et à la panification.

... dont la récolte pèse sur les prix français

En France, les cours du blé dur ont chuté au début de la campagne 2013/2014, à l'instar des autres cultures, en lien avec l'annonce de récoltes mondiales abondantes de maïs et de blé. Le prix du blé dur départ Beauce passe de 268 €/t pendant la première quinzaine de juillet à 250 €/t début septembre. En octobre, alors que le

cours du blé tendre se stabilise, celui du blé dur continue à se déprécier, malgré une récolte française en nette baisse. En lien avec les conditions climatiques difficiles, le niveau des indicateurs qualitatifs – vitrosité, teneur en protéines, taux de moucheture notamment – serait cette année contrasté selon FranceAgriMer, ce qui pèserait localement sur les cours.

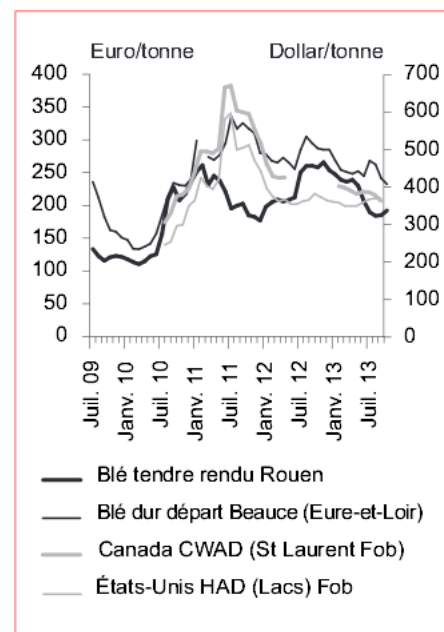
Le Canada domine les exportations de blé dur



Sources : Comité international des céréales et Commission européenne pour 2013

Au Canada ou aux États-Unis, les cours du blé dur sont soumis à de faibles fluctuations depuis début 2012. Évoluant de concert, ils avaient en revanche particulièrement augmenté à partir d'août 2010, avant de flamber durant l'été 2011. Ils se sont ensuite stabilisés autour de 400 \$/t.

Bilan des prix français du blé dur, restant à un niveau élevé



Sources : La Dépêche, FranceAgriMer

Sources et définitions

- Les données françaises de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surface et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données européennes de production proviennent de l'organisme statistique européen : www.epp.eurostat.ec.europa.eu, du bulletin MARS édité par la Commission européenne : <http://mars.jrc.it/mars/Bulletins-Publications>, ou de la Commission Européenne/DG-Agri.
- Les cotations mondiales (hors Chicago) ainsi que les bilans français provisoires et prévisionnels sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil international des céréales et l'USDA : www.igc.org.uk et www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm. Les données historiques disponibles depuis 1960 sont issues de la base de données de l'USDA : <http://www.fas.usda.gov/psdonline/psdQuery.aspx>
- Les cotations françaises et à Chicago sont reprises de l'hebdomadaire La Dépêche/Le Petit Meunier.
- Systèmes agroalimentaires localisés : Terroirs, savoir-faire, innovations. Pascale Moity-Maïzi INRA Éditions, 2001.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Statistique Agricole Annuelle » pour les séries chiffrées de surfaces, rendements, productions
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture et les données régionales de la situation mensuelle grandes cultures

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Rendements en baisse pour les cultures d'été et le colza », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 8/10, octobre 2013
- « Les cours des céréales et oléagineux ont plongé au début de la campagne 2013/2014 », Synthèses Oléagineux n° 2013/218, septembre 2013
- « Oléagineux : une production mondiale de soja annoncée à un niveau record pour 2013 », Synthèses Oléagineux n° 2013/214, juillet 2013
- « Blé et maïs : vers des bilans mondiaux 2013/2014 à nouveau excédentaires », Synthèses Céréales n° 2013/213, juillet 2013

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Fruits

Synthèses octobre-novembre n° 2013/222

Retour LÉGUMES ET FRUITS

En 2013, cours très soutenus pour les fruits d'été

En 2013, la conjonction d'une offre réduite par les aléas climatiques printaniers et d'une consommation favorisée par les températures souvent élevées de l'été conduisent à une hausse des cours. Tant en France que dans l'Union européenne, les productions de pêche et d'abricot ont en effet été inférieures aux productions moyennes des campagnes précédentes, la production française de pêche ayant été notamment touchée par une forte réduction du verger. En France, leur indice de chiffre d'affaires national dépasse le niveau moyen des campagnes 2008-2012.

Petites récoltes de fruits à noyau, en France et dans l'Union européenne

Selon les estimations précoces en juin de MEDFEL – salon international d'affaires de la filière fruits et légumes de l'EuroMéditerranée – la production européenne de pêche et nectarine serait inférieure en 2013 de 4 % à 2012 et de 1 % à la moyenne 2007-2011. Seule exception, la récolte de l'Espagne, principal fournisseur de la France, devrait toutefois progresser de 18 %, comparée à la production moyenne 2007-2011. Pour l'abricot, le repli est encore plus marqué puisque le total européen devrait diminuer de 17 % par rapport à la moyenne 2007-2011. Pour tous les pays européens, la production baisserait fortement par rapport à 2012. Les conditions météo-

rologiques défavorables et les retards de floraison sont à l'origine de la baisse de la production d'abricot.

En France, les productions de fruits à noyau seraient modestes : la production de pêche reculerait de 12 % par rapport à 2012 et de 20 % par rapport à la moyenne 2008-2012, et celle d'abricot de respectivement 30 % et 15 %. Pour la pêche, la diminution importante des surfaces sur la même période (- 15 %) explique en grande partie le faible niveau de production. À cela, se sont ajoutés un gel et des précipitations au moment de la floraison dans le Sud-Est, qui ont surtout touché les variétés précoces. Pour l'abricot, les variétés précoces du Sud-Est ont été fortement impactées par des gelées en mars, des difficultés de pollinisation au moment de la florai-

son en raison d'une météorologie anormalement fraîche et humide, et un probable effet d'alternance après la récolte abondante de 2012. Ce phénomène, alternant une année abondante et la suivante moins fournie, a probablement aussi touché des variétés plus tardives de la vallée du Rhône, dont les rendements ont été revus en baisse en fin de campagne.

Le printemps 2013 anormalement frais a causé un retard du calendrier de production des différentes variétés de fruits d'été, notamment pour les variétés précoces, surtout d'abricot. Au 12 juillet 2013, 53 % de la production annuelle en abricot étaient récoltées contre 79 % à la même époque en 2012. S'agissant de la pêche, 29 % de la production annuelle étaient récoltées contre 39 % en 2012.

Cours soutenus pour les fruits d'été

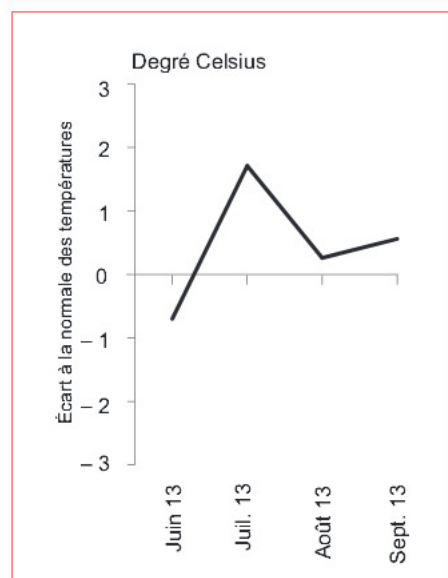
Les cours à la production des fruits d'été ont été supérieurs aux niveaux historiques. La moyenne des indices

de prix à la production par campagne est supérieure à la moyenne 2008-2012 de 26 % pour la pêche, et de 22 % pour l'abricot. La moyenne des prix 2013 est supérieure de 21 % à

celle de 2012 pour la pêche et de 38 % pour l'abricot. L'année 2013, marquée par un retard important de production, a favorisé des cours élevés en début de campagne, les autres récoltes européennes étant elles aussi en retard. Néanmoins, la fin de campagne de la pêche a été plus difficile. À cette période de l'année, la demande se reporte habituellement vers des fruits de saison, comme le raisin. De plus, la météorologie a été plus maussade fin septembre. Les cours de la pêche ont alors décroché. En septembre, l'indice des prix à la production de la pêche reste néanmoins supérieur de 4 % à l'indice moyen 2008-2012.

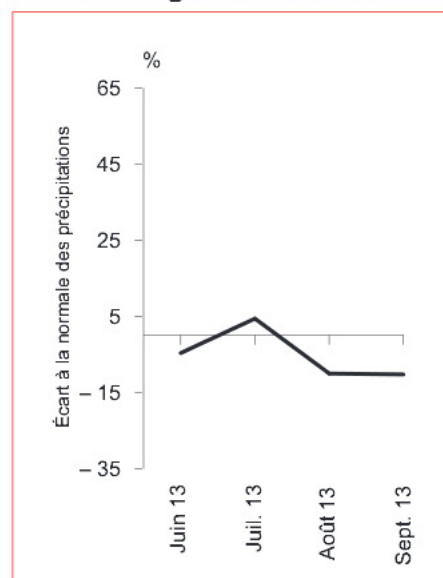
Le disponible des fruits sur le marché français – Production + Importations – Exportations – permet de faire face à la consommation intérieure. Avec des prix plus élevés, une qualité des produits hétérogène, et un mois de juin plutôt frais, la consommation des fruits d'été, pêche et abricot, s'est ajustée à la baisse de la production française pendant les premiers mois de commercialisation. Elle est ainsi inférieure à la

Un été 2013 chaud



Source : Météo-France (Normale 1981-2010)

Un été 2013 globalement sec



Source : Météo-France (Normale 1981-2010)

Pêche-nectarine : petite production européenne

Unité : millier de tonnes

	Production 2012	Part de la production/ Total UE %	Production 2013	Part de la production/ Total UE %	Évol. en % Production 2013/2012	Production moyenne 2007-2011	Évol. en % Production 2013/2007-2011
France *	275	9	242	9	- 12	301	- 20
Italie	1 529	53	1 440	52	- 6	1 474	- 2
Espagne	795	27	874	31	- 10	740	- 18
Grèce	310	11	232	8	- 25	302	- 23
Union européenne	2 909		2 788		- 4	2 817	- 1

* Estimation du Service de la statistique et de la prospective (la moyenne quinquennale de référence pour la France est 2008-2012).

Source : Europech' (moyenne quinquennale 2007-2011)

Abricot : repli de la production européenne plus marqué que pour la pêche

Unité : millier de tonnes

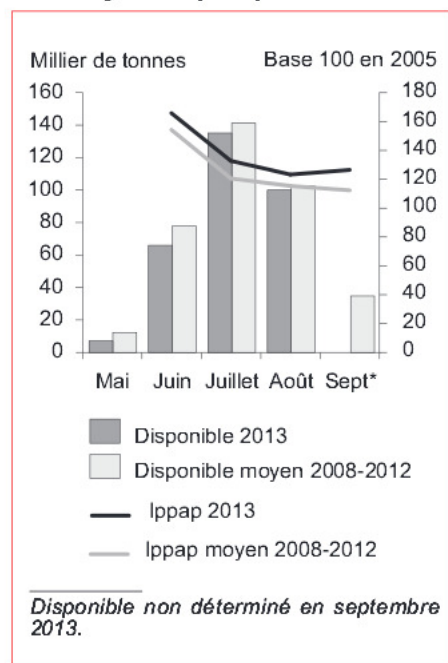
	Production 2012	Part de la production/ Total UE %	Production 2013	Part de la production/ Total UE %	Évol. en % Production 2013/2012	Production moyenne 2007-2011	Évol. en % Production 2013/2007-2011
France *	190	31	122	32	- 30	156	- 15
Italie	253	41	161	38	- 37	221	- 27
Espagne	96	16	82	20	- 14	73	- 13
Grèce	72	12	41	10	- 44	65	- 38
Union européenne	611		416		- 32	501	- 17

* Estimation du Service de la statistique et de la prospective (la moyenne quinquennale de référence pour la France est 2008-2012).

Source : Eurostat

moyenne des cinq dernières années en juin et juillet. Puis en août, la baisse des prix et une météorologie plutôt chaude et sèche ont permis une consommation de pêche et d'abricot supérieure à la moyenne 2008-2012. Pour l'abricot, la demande accrue a pu être satisfaite par une production retardée en août (+ 134 % comparés à la moyenne 2008-2012). Pour la pêche,

Pêche : en 2013, un disponible sur le marché français inférieur à la moyenne quinquennale



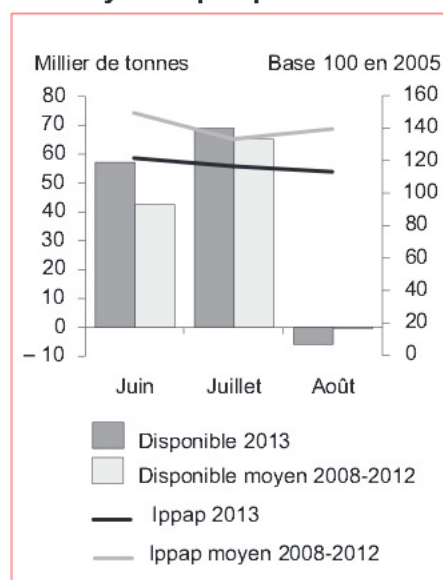
Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

c'est essentiellement le bond des importations en août (+ 52 % par rapport à la moyenne 2008-2012) qui a permis de faire face à cette hausse.

Le chiffre d'affaires national dépasse le niveau moyen 2008-2012

À l'échelle nationale, la hausse des prix permet de largement compenser la chute des volumes de production des fruits d'été. Comparé à l'indice moyen

Abricot : en 2013, un disponible sur le marché français supérieur à la moyenne quinquennale



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

2008-2012, l'indice du chiffre d'affaires national est supérieur de 9 % pour l'abricot et de 2 % pour la pêche. Comparé à 2012, cet indice est supérieur de 6 % pour la pêche, mais légèrement inférieur pour l'abricot (- 4 %). Toutefois, cette évolution globale masque au sein des régions et même des exploitations, des situations variées.

Pour l'abricot, en Rhône-Alpes, l'indice de chiffre d'affaires est tout juste supérieur de 3 % à la moyenne sur 5 ans alors qu'en Languedoc et en Provence, ce dernier est supérieur de 19 % à la moyenne, du fait d'une bonne valorisation. La situation est inversée pour la pêche. En Rhône-Alpes, l'indice de chiffre d'affaires est supérieur de 25 % à la moyenne quinquennale alors qu'en Languedoc et en Provence, cet indice est inférieur de 3 % au niveau moyen, en raison d'un fort recul de la production (- 23 %), lié lui-même à un recul important des surfaces depuis 5 ans (- 18 %).

En revanche, l'indice de chiffre d'affaires ramené à la surface de l'ensemble des vergers en production, qui reflète le niveau de productivité, augmente dans toutes les zones de production (+ 18 % en Languedoc-Provence et + 37 % en Rhône-Alpes par rapport à la moyenne quinquennale).

Sources et définitions

- Direction générale des douanes et droits indirects : données de commerce extérieur
- Agreste, Insee : indice des prix des produits agricoles à la production
- Enquête de conjoncture fruitière, Agreste, SSP : prévisions de productions et surfaces
- Statistique agricole annuelle, Agreste, SSP : données historiques de productions et surfaces
- Medfel : prévisions de production européenne

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Fruits » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Cours soutenus en lien avec une offre réduite », Infos rapides Fruits-Pêche n° 5/5, septembre 2013
- « Cours élevés en raison d'une offre réduite », Infos rapides Fruits-Abricot n° 4/4, août 2013
- « Marché devenant difficile » Infos rapides Fruits-Cerise n° 3/3, juillet 2013
- « Production prévue dans la normale comparée à 2012 », Infos rapides Fruits-Pomme n° 5/6, octobre 2013
- « Retour à la normale de la production », Infos rapides Fruits-Poire n° 3/4, octobre 2013
- « Stocks de pommes et poires : campagne achevée », Infos rapides Stocks de pommes et de poires n° 10/10, juillet 2013
- « Cours soutenus pour la majorité des fruits d'été en 2012 », Synthèses Fruits n° 2012/191, octobre 2012
- « Campagne 2012/2013 : les cours des pommes s'envolent », Synthèses Fruits n° 2013/102, mars 2013

PRODUCTIONS ANIMALES - Aviculture

Synthèses octobre-novembre n° 2013/223

Retour PRODUCTIONS ANIMALES

Chute du cours français de l'œuf en 2013, liée à une surproduction en France et dans l'Union européenne

En 2011 et 2012, les productions française et européenne d'œufs de consommation se sont réduites, suite aux difficultés des éleveurs lors de la mise aux normes européennes des cages de pondeuses. Le cours français de l'œuf a augmenté jusqu'à atteindre un record historique en mars 2012. À l'inverse, suite à une forte reprise de la production en 2013, le cours s'est réduit fortement. Les échanges d'œufs coquille et ovoproduits au sein de l'Union européenne ont été impactés par la pénurie, puis la surproduction. Les Pays-Bas, principal exportateur européen d'œufs de consommation, ont amplifié leurs expéditions à compter de 2012. La France a augmenté ses exportations d'œufs coquille et ovoproduits en 2013.

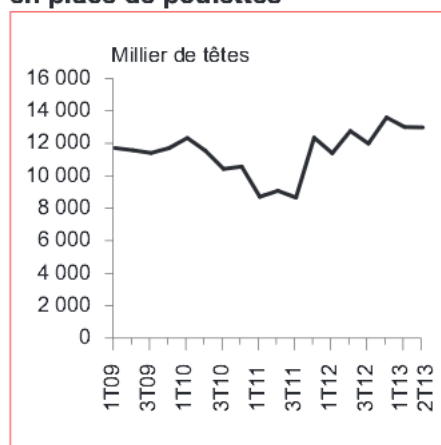
La production française d'œufs a reculé fortement en 2011 et 2012, puis réaugmenté de façon encore plus nette en 2013

Selon le modèle de prévision SSP-Itavi-CNPO, la production française d'œufs de consommation se serait repliée de 10 % entre 2010 et 2011, puis encore de près de 3 % entre 2011 et 2012 (*Production française d'œufs de consommation en fort repli en 2011 et 2012, Aviculture n° 2013/204, mars 2013*). Selon ce modèle, elle pourrait augmenter de plus de 20 % en 2013 par rapport à 2012. Elle serait alors supérieure de 5 à 10 % à la production de l'année 2010.

Les baisses successives des années 2011 et 2012 s'expliquent en grande partie par la nécessité pour les éleveurs de se mettre en conformité avec

la directive européenne de mise aux normes des cages de poules pondeuses à compter du 1^{er} janvier 2012 : cel-

À compter de septembre 2011, nette reprise des mises en place de poulettes



Source : Agreste

les-ci doivent disposer d'une surface et d'une hauteur minimales, et les cages être équipées d'aménagements appropriés.

Dès septembre 2010, les mises en place de poulettes (intégrant les échanges extérieurs de poussins d'un jour) ont commencé à se replier fortement, les accouveurs spécialisés dans la volaille de ponte subissant un fort ralentissement de leurs commandes. Ce mois constituait la date butoir de naissance des poules qui seraient exploitées pour la ponte en cage conventionnelle avant le 1^{er} janvier 2012. Une période d'exploitation comporte en effet au total dix-sept mois, soit une première phase d'approximativement cinq mois pour qu'un poussin de souche pondeuse atteigne la maturité de ponte puis une seconde d'environ douze mois d'activité productive.

La baisse de production a résulté du temps d'adaptation nécessaire aux producteurs pour transformer leurs bâtiments, six mois en moyenne, et de la cessation d'activité pour certains d'entre eux. Le repli des mises en place dura jusqu'en août 2011, atteignant entre - 10 % et - 35 % par mois, par rapport aux mêmes mois de 2010. La reprise est intervenue à compter de septembre 2011.

Depuis lors et jusqu'en juillet 2013, les mises en place françaises de poussins de ponte n'ont quasiment pas cessé d'augmenter. Le modèle de prévision indique pour 2013 une augmentation de production sur un an se situant entre + 20 et + 25 %. Toutefois, la durée réelle de ponte peut être a posteriori inférieure ou supérieure en fonction des prix du marché à la durée fixe, moyenne, d'un peu plus de 12 mois prise en compte par le modèle de prévision de la production. La prévision tendrait alors à surestimer les baisses lorsque les réformes sont retardées, ou les hausses lorsque les réformes sont anticipées.

Au niveau européen, les experts soulignent une stabilité de la production d'œufs dans l'UE entre 2010 et 2011, un repli de près de 3 % entre 2011 et 2012 et une progression de 3,5 % entre 2012 et 2013. Selon leurs prévisions, la production augmenterait en 2013 de 8 % pour la France et de 10 % pour l'Espagne.

Selon Eurostat, seule l'Allemagne parmi les principaux pays producteurs d'œufs coquilles de l'UE a augmenté ses mises en place de poulettes de ponte en 2011 (+ 5 % entre 2010 et 2011 et +2 % entre 2011 et 2012).

Celles-ci sont calculées à partir des éclosions des poussins de race ponte et des échanges extérieurs d'œufs de consommation. Ce pays avait anticipé la mise en œuvre de la directive bien-être et quasiment achevé sa mise aux normes en 2011, ce qui eut pour effet de réduire la production entre 2009 et 2010, pour la rétablir à partir de 2011.

En 2012, les éclosions ont progressé, plus particulièrement en France, et aussi en Allemagne, en Pologne et au Royaume-Uni, mais pas aux Pays-Bas ni en Espagne.

Le cours de l'œuf atteint un record en mars 2012, au moment de la forte baisse de production

Le repli des productions d'œufs en France et dans l'UE à partir du 2^e semestre 2011 a entraîné une hausse du prix des œufs. À compter de novembre, la tendance nationale officielle établie par le journal Les marchés a augmenté de 7 % à 33 % par mois, jusqu'en mars 2012 où elle a atteint un record historique, à 13,20 euros les cent œufs de calibre moyen 53-63 g.

Le cours est resté à un niveau relativement élevé jusqu'à la fin de l'année 2012. La production d'œufs française a repris, selon le modèle de prévision, à compter du 2^e semestre 2012, en glissement annuel. En 2013, elle devrait être supérieure à celle de 2010, dernière année de production non impactée par la baisse des mises en place, liée aux mises aux normes.

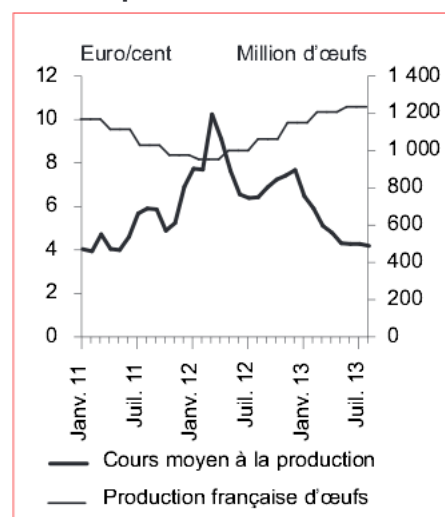
En France, les producteurs d'œufs ont pu profiter de la mise aux normes euro-

péennes au 1^{er} janvier 2012 pour agrandir leurs installations et/ou en créer de nouvelles, dans le contexte élevé du cours de l'œuf, amplifiant ainsi le nombre de mises en place de poulettes de ponte. Ceci explique la forte reprise de la production six mois plus tard, laps de temps nécessaire aux poussins de poulettes pour devenir des pondeuses.

Selon le CNPO, les travaux de modernisation ont permis de rationaliser la production et d'augmenter les capacités.

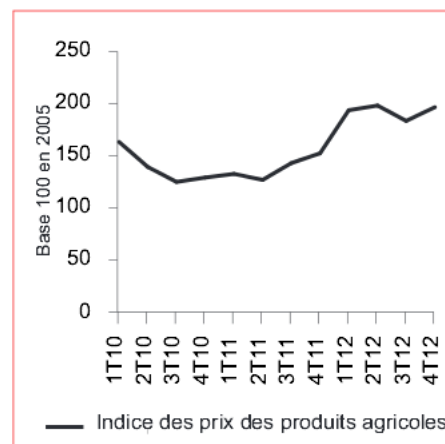
Dans l'Union européenne, la progression de la production d'œufs semble globalement moins forte qu'en France.

Entre mars 2012 et août 2013, retombée du cours de l'œuf en deux phases



Sources : Agreste, Insee

Au niveau européen, l'indice du prix à la production de l'œuf est resté élevé en 2012



Sources : Eurostat

Les éclosions de poulettes ont fortement augmenté en France en 2012

Unité : millier de poussins destinés à la ponte

	2010	2011	2012	Évolution 2011/2010 %	Évolution 2012/2011 %
Belgique	7 849	6 001	8 565	- 24	+ 43
Allemagne	43 277	44 796	46 551	+ 4	+ 4
Espagne	39 391	34 516	32 875	- 12	- 5
France	46 488	41 650	51 850	- 10	+ 24
Pays-Bas	40 955	38 224	37 332	- 7	- 2
Pologne	33 465	27 423	29 318	- 18	+ 7
Royaume-Uni	34 491	32 189	34 729	- 7	+ 8

Source : Eurostat

À compter de 2012, les échanges d'œufs coquille des pays européens sont en forte progression

Les exportations européennes d'œufs coquille, intracommunautaires et vers pays tiers, se sont réduites de 20 % entre 2010 et 2011, puis ont augmenté

de nouveau de 51 % en 2012, puis encore de 85 % en glissement annuel au 1^{er} semestre 2013. Vers les pays tiers (moins de 6 % du total exporté), après une augmentation en 2011, les volumes se sont réduits de 38 % en 2012, puis ont repris de 37 % en glissement annuel au 1^{er} semestre 2013.

Les exportations européennes d'ovoproduits ont continué de progresser (+ 13 %) entre 2010 et 2011, puis se sont réduites en 2012 (- 8 %) pour augmenter de nouveau en glissement annuel au 1^{er} semestre 2013 (+ 2 %). Vers les pays tiers (7,5 % du total exporté), la tendance est la même

Importations d'œufs coquille

Unité : millier de tonnes

	2010	2011	2012	1 ^{er} sem. 2012	1 ^{er} sem. 2013	Évolution 2011/2010	Évolution 2012/2011	Évolution 2013 - S1/ 2012 - S1
Union européenne (UE 27)	928,8	819,9	1 209,4	539,8	583,4	- 12	47	8
<i>dont en prov. des pays tiers</i>	3,7	1,8	3,5	1,4	1,1	- 51	91	- 22
Allemagne	509,6	411,1	366,0	184,7	173,1	- 19	- 11	- 6
France	51,5	59,1	40,6	23,5	12,1	15	- 31	- 48
Royaume-Uni	34,0	30,7	34,9	15,8	14,4	- 10	14	- 9
Italie	36,5	24,4	36,1	14,3	57,0	- 33	48	298
Pays-Bas	155,8	142,8	637,5	257,4	276,5	- 8	346	7
Pologne	14,5	14,7	7,4	3,2	7,1	1	- 50	119

Importations d'ovoproduits

Unité : millier de tonnes

	2010	2011	2012	1 ^{er} sem. 2012	1 ^{er} sem. 2013	Évolution 2011/2010	Évolution 2012/2011	Évolution 2013 - S1/ 2012 - S1
Union européenne (UE 27)	313,4	307,2	315,9	152,3	158,8	- 2	3	4
<i>dont en prov. des pays tiers</i>	8,2	5,5	11,3	6,5	3,0	- 34	107	- 54
Belgique-Luxembourg	27,5	27,5	29,1	14,7	13,1	0	6	- 11
Allemagne	78,7	76,8	73,6	37,6	36,9	- 2	- 4	- 2
France	41,5	38,2	42,1	19,7	20,5	- 8	10	4
Royaume-Uni	36,7	33,9	40,4	17,9	21,6	- 8	19	21
Pays-Bas	24,5	22,4	27,0	11,3	14,5	- 9	21	29

Source : Eurostat

Exportations d'œufs coquille

Unité : tonne

	2010	2011	2012	1 ^{er} sem. 2012	1 ^{er} sem. 2013	Évolution 2011/2010	Évolution 2012/2011	Évolution 2013 - S1/ 2012 - S1
Union européenne (UE 27)	1 130,8	899,0	1 353,2	579,1	1 073,6	- 20	51	85
<i>dont vers pays tiers</i>	64,4	84,2	51,8	26,0	35,5	31	- 38	37
Allemagne	108,6	129,2	114,9	53,5	46,3	19	- 11	- 13
Espagne	114,5	91,4	24,9	15,3	14,1	- 20	- 73	- 7
France	47,7	23,4	19,6	9,1	11,6	- 51	- 16	27
Italie	25,9	14,7	30,5	5,9	4,6	- 43	107	- 23
Pays-Bas	576,0	358,7	1 010,8	413,4	854,2	- 38	182	107
Pologne	150,7	169,0	69,6	38,4	92,4	12	- 59	141

Exportations d'ovoproduits

Unité : tonne

	2010	2011	2012	1 ^{er} sem. 2012	1 ^{er} sem. 2013	Évolution 2011/2010	Évolution 2012/2011	Évolution 2013 - S1/ 2012 - S1
Union européenne (UE 27)	326,8	370,8	339,4	166,2	170,2	13	- 8	2
<i>dont vers pays tiers</i>	24,7	27,6	25,9	12,3	13,0	12	- 6	6
Belgique-Luxembourg	18,7	20,1	21,7	10,4	10,1	7	8	- 2
Allemagne	23,4	26,8	28,1	12,4	10,6	15	5	- 15
France	29,5	25,3	26,0	12,9	13,9	- 14	2	8
Italie	17,4	17,1	21,4	11,0	8,2	- 2	25	- 26
Pays-Bas	156,6	163,9	147,4	74,1	77,7	5	- 10	5
Pologne	21,6	21,3	25,0	12,3	13,1	- 1	18	7

Source : Eurostat

avec une réduction en 2012 et une augmentation au 1^{er} semestre 2013. Les principaux exportateurs de l'Union européenne sont les Pays-Bas, avec plus de 1 million de tonnes d'œufs coquille et près de 150 000 tonnes d'ovoproduits en 2012, soit respectivement 75 % et 43 % du total européen. Au 1^{er} semestre 2013, ces exportations ont encore été amplifiées, comme celles d'ovoproduits (respectivement + 107 % et + 7 % par rapport au 1^{er} semestre 2012). Les expéditions néerlandaises d'œufs coquille vers les pays tiers représentent 3 % du total exporté en 2012.

Cette même année, les Pays-Bas sont également les principaux importateurs d'œufs coquille avec 640 000 tonnes, soit plus de la moitié du total européen. Ce pays a été un peu moins impacté que ses voisins par la pénurie des œufs. Selon les prévisions de production élaborées par la Commission euro-

péenne, sa production d'œufs aurait progressé de 3,6 % entre 2010 et 2011, puis se serait réduite de 3,4 % l'année suivante, avant de réaugmenter de 1,5 % en 2013.

En 2012, l'Allemagne était le deuxième expéditeur européen d'œufs coquille avec 115 000 tonnes, et d'ovoproduits avec 28 000 tonnes. Ayant anticipé la mise aux normes des cages de pondeuses, ses expéditions d'œufs coquille avaient augmenté en 2011 (+ 19 % par rapport à 2010). Ensuite, les exportations allemandes se sont réduites (- 11 % en 2012 et - 13 % au 1^{er} semestre 2013, en glissement annuel).

Troisième pays européen exportateur d'œufs coquille en 2012, la Pologne a amplifié ses envois entre 2010 et 2011 (+ 12 %), expéditions qui se sont réduites fortement en 2012 (59 %) pour reprendre tout aussi fermement au 1^{er} semestre 2013 (+ 141 %).

L'Espagne a abandonné dès 2011 sa troisième place d'exportateur d'œufs coquille et a depuis lors opéré trois réductions successives de ses expéditions (- 20 % en 2011, - 73 % en 2012 et encore - 7 %).

En 2011 et 2012, les exportations françaises d'œufs coquille ont été impactées par la réduction de la production suite à la mise aux normes (- 51 % en 2011 et - 16 % en 2012).

À l'inverse, au cours des 8 premiers mois de 2013, dans le contexte de forte reprise de la production, les exportations françaises d'œufs coquille ont augmenté de 21 % et celles d'ovoproduits de 4 %, alors que les importations françaises d'œufs coquille ont baissé de 45 % et celles d'ovoproduits de 14 %.

La production française d'œufs de consommation est estimée par un modèle de prévision basé sur l'estimation du nombre de pondeuses en activité

Aucune enquête statistique ne permet d'estimer directement la production d'œufs de consommation. Le Service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère en charge de l'agriculture en collaboration avec l'Institut technique de l'aviculture (Itavi), estime ce volume à l'aide d'un modèle de production.

Méthodologie générale

Pour calculer la production professionnelle d'œufs de consommation, le SSP estime chaque mois le cheptel des poules pondeuses en production, et le multiplie par un nombre moyen d'œufs pondus par poule :

- les éclosions de poussins de poulettes pour la ponte sont observées chaque mois grâce à l'enquête mensuelle auprès des sélectionneurs et accouveurs réalisée par le SSP. Ce chiffre est ensuite corrigé du solde du commerce extérieur des poussins d'un jour (direction générale des douanes et droits indirects) afin d'obtenir les mises en place réelles du mois.
- les poulettes mises en place mettent environ cinq mois avant d'arriver à maturité ; elles pondent ensuite pendant environ une année, selon un profil et une durée de ponte aussi proches que possible de la réalité de terrain.
- chaque poule en production pond un nombre moyen d'œufs différent en fonction de son âge.

Méthodologie détaillée

L'enquête mensuelle auprès des sélectionneurs et accouveurs fournit les éclosions hebdomadaires de poussins de poulettes de ponte. Ces données sont regroupées par périodes de 4 semaines et corrigées du commerce extérieur des poussins d'un jour afin d'obtenir les mises en places réelles.

Les poussins de pondeuses mis en place sont ensuite scindés en deux groupes : une partie deviendra des pondeuses en cage et l'autre des pondeuses « alter » (pour les poules élevées au sol, en plein air, Bio). La répartition cage/alter est corrigée chaque année (actuellement 76 % - 24 %) sur expertise de l'Itavi et contrôlée lors de chaque enquête aperiodique Aviculture du SSP. Les poulettes entrent en ponte au bout de dix-huit semaines.

Les poussins mis en place deviennent des poulettes de ponte, cinq périodes de quatre semaines plus tard ; leur nombre en début de ponte est affecté d'un taux de mortalité respectivement de 2,7 % et de 2,3 % pour les poulettes en cage et les poulettes « alter ». Ce taux inclut par anticipation la mortalité liée aux abattages sanitaires des pondeuses (estimée à 0,7 % pour les cages et 0,3 % pour les alter).

Ensuite, pour chacune des catégories et pour chaque génération, le nombre de pondeuses en début de ponte se voit appliquer :

- le nombre de semaines de ponte
- un coefficient de ponte (nombre d'œufs) par période de 4 semaines

La production d'un mois donné est calculée par cumul des œufs pondus par les générations de pondeuses mises en place et actives.

Les mises à jour du modèle

Chaque année, l'Itavi estime la répartition « poules en cage/poules alter » et la durée de ponte pour chacune des catégories.

Tous les cinq ans, l'Itavi fournit un profil de ponte « idéal », obtenu grâce à une enquête réalisée auprès des sélectionneurs pour actualiser les données relatives au progrès génétique (nombre d'œufs pondus par poule à un âge donné).

Le SSP mène régulièrement une enquête Aviculture. Celle-ci permet :

- d'estimer le nombre total d'œufs de consommation produits l'année de l'enquête. Elle permet donc de calibrer le modèle : le profil de ponte (nombre d'œufs pondus par poule et par période de 4 semaines), mesuré auprès des exploitants les plus performants, est atténué pour s'adapter à une performance « moyenne ».
- de contrôler la répartition « poules en cage/poules alter ».

Sources et définitions

- L'enquête auprès des sélectionneurs et accoueurs pour les éclosions de poussins
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur
- Eurostat pour les données relatives à l'union européenne

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture - Le Bulletin - Aviculture » pour les principales séries chiffrées
- dans « Données en ligne - Disar - Élevage - Conjoncture avicole » pour des données complémentaires

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « La production de volailles progresse au premier semestre 2013 », Infos rapides Aviculture n° 9/11, octobre 2013
- « La production française de foie gras ralentit en 2012 », Synthèses Aviculture, n° 2013/216, juillet 2013
- « Après l'embellie de 2012, la production de dinde poursuit son repli en 2013 », Synthèses Aviculture, n° 2013/211, juin 2013
- « Production française d'œufs de consommation en fort repli en 2011 et 2012 », Synthèses Aviculture, n° 2013/204, mars 2013
- « En 2011, le succès du poulet auprès des consommateurs ne se dément pas », Synthèses Aviculture, n° 2012/187, septembre 2012

PRODUCTIONS ANIMALES - LAIT

Synthèses octobre-novembre n° 2013/224

Retour PRODUCTIONS ANIMALES

En mai 2013, pour la première fois depuis cinq ans, les effectifs de vaches laitières n'ont pas baissé

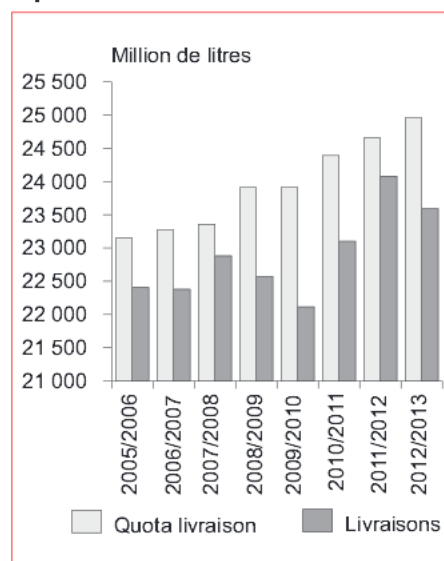
Après cinq années de baisse continue plus ou moins marquée, le cheptel français de vaches laitières progresse très légèrement entre mai 2012 et mai 2013 (+ 0,2 %). Au début de la campagne laitière 2013/2014, les perspectives favorables en matière de prix du lait associées à de bonnes disponibilités fourragères dans les exploitations à compter de mai ont pu recréer des conditions favorables au développement de la production. Cette évolution positive du cheptel, variable selon les régions, accentue encore légèrement la concentration géographique de la production laitière et préfigure sans doute la nouvelle carte géographique de répartition de la production laitière, après 2015.

Une nouvelle hausse des quotas

Avec 25 278 millions de litres de lait, le quota national total attribué aux producteurs laitiers pour la campagne laitière 2012/2013 se décompose entre 322 millions de litres au titre des quotas vente directe et 24 956 millions de litres au titre des quotas de livraisons aux laiteries. Au niveau national, le quota livraisons représente 99 % du quota total, cette proportion étant constante d'une campagne sur l'autre.

Afin de préparer la sortie des quotas à compter du 1^{er} avril 2015, des attributions de quotas nationaux supplémentaires pour tous les États membres ont été décidées, à compter du 1^{er} avril 2008. Le quota national de la France a ainsi augmenté de 2 % pour la campagne 2008/2009. Des attributions de

Attribution des quotas laitiers nationaux en progression à partir de 2008



Sources : FranceAgriMer pour les quotas au titre des livraisons, Agreste - Enquête Mensuelle Laitière Unifiée pour les données de livraisons

quotas supplémentaires ont par la suite également été accordées à partir de la campagne 2010/2011 dans le cadre du « Bilan de Santé » de la PAC.

Entre les campagnes 2007/2008 et 2012/2013, le volume national de quotas laitiers attribués aux producteurs laitiers français au titre des livraisons aux laiteries a ainsi progressé de près de 7 %, sur l'ensemble de la période. À l'exception du bassin Sud-Ouest où le quota a augmenté de 2 % seulement, les quotas ont fortement progressé dans les autres bassins laitiers, les hausses dépassant + 7 % dans les quatre principaux, voire + 8 % s'agissant du bassin Normandie.

Entre les campagnes 2012/2013 et 2011/2012, les livraisons de lait ont baissé, après avoir progressé depuis la campagne 2009/2010.

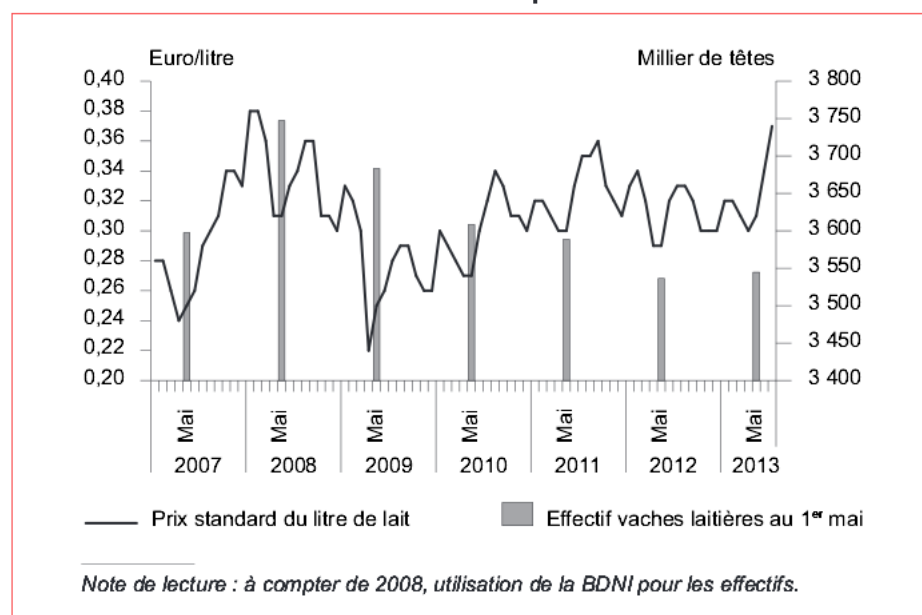
Des hausses de quotas différentes selon les bassins laitiers

	Campagne laitière 2008/2009 (million de litres)	Campagne laitière 2012/2013 (million de litres)	Évolution entre les deux campagnes (%)
Grand-Ouest	7 671	8 273	7,9
Normandie	3 373	3 652	8,3
Nord-Picardie	2 419	2 595	7,3
Grand-Est	3 360	3 609	7,4
Sud-Est	1 631	1 723	5,6
Sud-Ouest	1 792	1 830	2,1
Auvergne-Limousin	1 254	1 326	5,8
Charentes-Poitou	1 356	1 424	5,0
Centre	500	524	4,7
Total	23 356	24 956	6,9

Note de lecture : la valeur concerne la situation à la fin de la campagne laitière soit au 31 mars 2008 et au 31 mars 2013. Il s'agit des quotas totaux détenus par les exploitations, au titre des livraisons aux laiteries.

Source : FranceAgriMer

Baisse des effectifs de vaches laitières jusqu'en 2012, dans un contexte de fortes variations du prix du lait standard



Sources : BDNI - Traitement SSP, Agreste, Enquête Situation mensuelle laitière pour le prix du lait

Haussse du cheptel de vaches laitières dans les bassins laitiers de l'Ouest, du Nord et de l'Est de la France

	2008 (millier de têtes)	2012 (millier de têtes)	2013 (millier de têtes)	2013/2012 (%)
Grand-Ouest	1 164	1 121	1 139	+ 1,7
Normandie	577	544	548	+ 0,6
Nord-Picardie	341	324	327	+ 0,9
Grand-Est	530	502	506	+ 0,9
Sud-Est	308	290	289	- 0,3
Sud-Ouest	295	261	249	- 4,9
Auvergne-Limousin	265	242	238	- 1,4
Charentes-Poitou	193	183	179	- 1,9
Centre	70	66	66	- 0,8
Corse et Dom	5	4	4	- 4,6
Total	3 747	3 536	3 545	+ 0,2

Source : BDNI - Traitement SSP

Augmentation des effectifs de vaches laitières dans les grands bassins laitiers

Entre les 1^{ers} mai 2008 et 2012, l'effectif total de vaches laitières en France a diminué de plus de 211 000 têtes, soit de 5,6 %, dans un contexte de hausse des quotas. La hausse du rendement laitier moyen des vaches a permis une hausse de la production à partir de la campagne 2010/2011. Il est toutefois constaté une sous-réalisation continue du quota national, de 3 à 7 % selon les campagnes. Ces variations conjoncturelles de la sous-réalisation sont en grande partie liées aux fluctuations du prix de lait à la production et de son rapport avec le prix des aliments concentrés. En effet, les producteurs peuvent adapter à court terme la production en utilisant plus ou moins d'aliments concentrés et en retardant ou en anticipant la mise à la réforme des vaches. À plus long terme, ils peuvent augmenter le nombre de génisses entrant en production.

Au 1^{er} mai 2013, avec près de 3,545 millions de têtes, l'effectif total de vaches laitières est supérieur de 8 000 têtes à celui de 2012, rompant ainsi avec la baisse régulière de ces dernières années. Cette hausse des effectifs devrait porter ses effets sur la campagne 2013/2014, d'autant que le prix du lait a marqué une nette reprise à partir du mois d'avril 2013 et que le prix des aliments concentrés a commencé à baisser à partir de l'été.

De 2008 à 2012, les effectifs de vaches laitières ont baissé dans toutes les régions françaises. En 2013, ce mouvement semble s'inverser pour la première fois depuis 2008 dans les quatre principaux bassins de production laitière, Grand-Ouest, Normandie, Nord-Picardie et Grand-Est. Sur l'ensemble de ces quatre bassins, la hausse concerne près de 30 000 vaches laitières. Entre 2012 et 2013, les effectifs de vaches laitières dans le bassin Grand-Ouest, premier bassin laitier en France, ont progressé de près de 20 000 têtes.

À l'inverse, dans les autres bassins laitiers, les effectifs de vaches laitières continuent à baisser. Parmi ces bassins, le bassin Sud-Ouest est celui qui

connaît la baisse la plus importante. Avec près de 249 000 têtes en 2013, il a ainsi perdu près de 5 % de ses effectifs, soit 13 000 têtes, par rapport à 2012 et 16 % de ses effectifs par rapport à mai 2008.

Dans ces conditions, la concentration géographique de la production laitière s'accroît. Avec plus de 2,5 millions de têtes, les bassins laitiers du Grand-Ouest, de Normandie, de Nord-Picardie et du Grand-Est regroupent à eux seuls plus de 71 % des effectifs de vaches laitières en mai 2013, contre 70,4 % en 2012. En mai 2008, ces quatre bassins représentaient un peu moins de 70 % des effectifs totaux de vaches laitières.

Les élevages disparaissent plus vite en dehors des grands bassins laitiers

Avec près de 73 000 détenteurs de quota laitier livraisons au 31 mars 2013, le nombre de détenteurs de quotas a baissé de 22 %, soit près de 21 000 bénéficiaires, entre les campagnes 2007/2008 et 2012/2013. Cette baisse est cependant variable selon les bassins. Les quatre premiers bassins laitiers ont ainsi perdu plus de 13 000 producteurs, soit 20 % du total des détenteurs, mais dans les autres bassins laitiers, le nombre de détenteurs s'est réduit dans de plus fortes proportions. La réduction atteint ainsi

près de 31 % dans le bassin Sud-Ouest et 30 % dans le bassin Charentes-Poitou. Par conséquent, alors que le quota national moyen par

exploitation a progressé sur la période de 37 %, dans les bassins Sud-Ouest et Charentes-Poitou, il a respectivement progressé de 47 % et 49 %.

Le cheptel laitier se concentre essentiellement dans le bassin Grand-Ouest

	Part des vaches laitières par rapport à l'effectif total (%)		
	2008	2012	2013
01 - Grand-Ouest	31,1	31,7	32,1
02 - Normandie	15,4	15,4	15,5
03 - Nord-Picardie	9,1	9,2	9,2
04 - Grand-Est	14,2	14,2	14,3
05 - Sud-Est	8,2	8,2	8,1
06 - Sud-Ouest	7,9	7,4	7,0
07 - Auvergne-Limousin	7,1	6,8	6,7
08 - Charentes-Poitou	5,2	5,2	5,1
09 - Centre	1,9	1,9	1,8
Hors bassin et Dom	0,1	0,1	0,1
Total	100	100	100

Source : BDNI - Traitement SSP

Près de 21 000 détenteurs de quotas laitiers en moins entre les deux campagnes 2007/2008 et 2012/2013

	Nombre d'exploitations détenant un quota laitier		Évolution entre les deux campagnes	
	Campagne laitière 2007/2008	Campagne laitière 2012/2013	Nombre	%
Grand-Ouest	28 407	22 498	- 5 909	- 20,8
Normandie	13 101	10 351	- 2 750	- 21,0
Nord-Picardie	8 941	7 069	- 1 872	- 20,9
Grand-Est	12 759	10 268	- 2 491	- 19,5
Sud-Est	8 768	6 863	- 1 905	- 21,7
Sud-Ouest	8 140	5 644	- 2 496	- 30,7
Auvergne-Limousin	7 729	6 029	- 1 700	- 22,0
Charentes-Poitou	4 153	2 924	- 1 229	- 29,6
Centre	1 522	1 155	- 367	- 24,1
Total	93 520	72 801	- 20 719	- 22,2

Note de lecture : la valeur concerne la situation à la fin de la campagne laitière, soit au 31 mars 2008 et au 31 mars 2013. Il s'agit des quotas totaux détenus par les exploitations, au titre des livraisons aux laïteries.

Source : FranceAgriMer

Une hausse du cheptel de vaches laitières dans les cinq premiers pays producteurs de lait de l'Union européenne

La collecte de lait de vache dans l'Union européenne est réalisée pour 64 % des quantités par cinq pays, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'Italie. En mai-juin 2013, l'Allemagne, la France, les Pays-Bas et l'Italie ont enregistré une hausse des effectifs de vaches laitières dans les exploitations par rapport à 2012. À l'exception de la France et du Royaume-Uni, une situation identique avait été constatée en 2012 par rapport à 2011.

En mai 2013, les effectifs de vaches laitières en hausse dans les quatre principaux pays producteurs de lait de l'UE

	2012 (millier de têtes)	2013 (millier de têtes)	2013/2012 (%)	2012/2011 (%)
Allemagne	4 191	4 223	+ 0,8	+ 0,2
France	3 536	3 545	+ 0,2	- 1,5
Royaume-Uni	1 812	nd		- 0,1
Pays-Bas	1 484	1 553	+ 4,6	+ 1,4
Italie	1 800	1 989	+ 10,5	+ 4,8

Source : Eurostat

Sources et définitions

- La Base de données nationale d'identification bovine (BDNI) pour les données sur le cheptel bovin. Ont été prises en compte pour le calcul de l'effectif de vaches laitières, au 1^{er} mai, les femelles ayant vêlé et de race laitière au sens de la BDNI.
- L'enquête mensuelle laitière unifiée réalisée par FranceAgriMer et le Service de la statistique et de la prospective (SSP) du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt pour les données de collecte de lait et de fabrication de produits laitiers
- L'enquête Situation mensuelle laitière et l'Insee pour le prix du lait de vache
- FranceAgriMer pour les données concernant les quotas laitiers détenus par les éleveurs, pour chaque campagne considérée
- L'arrêté du 10 mars 2011 précise la délimitation des bassins laitiers créés dans le cadre de la mise en place des conférences de bassins laitiers

Bassin laitier	Délimitation géographique
Grand-Ouest	Région Bretagne, et départements de la Loire-Atlantique, du Maine-et-Loire, de la Mayenne et de la Sarthe
Normandie	Régions Basse-Normandie et Haute-Normandie
Nord-Picardie	Régions Nord-Pas-de-Calais et Picardie, et département des Ardennes
Grand-Est	Régions Alsace, Franche-Comté, Île-de-France et Lorraine, et départements de l'Aube, de la Côte-d'Or, de la Haute-Marne, de la Marne et de l'Yonne
Sud-Est	Régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes et le département de Saône-et-Loire
Sud-Ouest	Régions Aquitaine, Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées
Auvergne-Limousin	Région Auvergne, et départements de la Corrèze et de la Creuse
Charentes-Poitou	Région Poitou-Charentes, et départements de la Haute-Vienne et de la Vendée
Centre	Région Centre, et département de la Nièvre

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Lait » et « Conjoncture - Animaux de boucherie » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture - Le Bulletin » pour les principales séries chiffrées
- dans « Données en ligne - Disar » pour des données complémentaires

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Légère reprise du cheptel bovin en mai 2013 », Infos rapides Cheptel bovins, mai 2013
- « Reprise attendue du prix du lait de vache », Synthèses Lait, n° 2013/212, juin 2013
- « Reprise des prix industriels laitiers sur le second semestre 2012 », Synthèses Lait, n° 2013/1932, octobre 2012
- Infos rapides Lait, mensuel

[Retour ÉDITO](#)

Le recul de l'activité des IAA s'est tassé au 2^e trimestre 2013

Au 2^e trimestre 2013, la production des industries agroalimentaires, notamment des boissons, a poursuivi le recul sur un an amorcé début 2013, mais de manière moins prononcée. L'excédent commercial des IAA a aussi baissé sur un an malgré des exportations en légère hausse, les importations progressant plus vite. Les « autres produits alimentaires » – sucres et produits de seconde transformation – pèsent pour une grande part dans cette baisse. Le chiffre d'affaires a été dopé par des prix élevés, mais de façon moins marquée qu'au début 2013, dans un contexte où la hausse des cours des matières premières ralentit. Les IAA ont perdu des emplois entre les 2^{es} trimestres 2012 et 2013.

Repli moins prononcé de l'activité des boissons au 2^e trimestre

Dans le prolongement du 1^{er} trimestre 2013, l'activité totale des industries agroalimentaires (IAA) hors tabac – c'est-à-dire leur production en volume – a reculé entre les 2^{es} trimestres 2012 et 2013 (– 2,6 %). Pour autant, l'évolution a été contrastée selon les filières.

Les produits les plus touchés, au 2^e trimestre 2013, ont été les *produits à base de fruits et légumes*, leur production diminuant de 8,1 % sur un an. Plus particulièrement, les *produits de préparations et conserves de légumes* ont subi des évolutions assez chaotiques (– 29 % sur un an), la matière première étant très dépendante des condi-

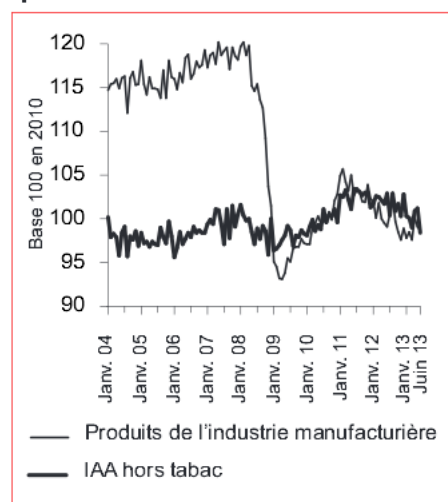
tions météorologiques. Le froid du printemps 2013 a entraîné, selon les légumes, un décalage ou une perte de la récolte. La production des *aliments pour animaux* a aussi décroché entre les 2^{es} trimestres 2012 et 2013 (– 2 %), alors qu'elle était restée stable, sur un an, au 1^{er} trimestre. S'agissant des *huiles et graisses végétales*, et des produits dits « *autres produits alimentaires* » qui comprennent le sucre, la chocolaterie, le café, les plats préparés, etc., la réduction de la production a suivi le même rythme qu'en début d'année (resp. – 3,2 % et – 7,2 % entre les 2^{es} trimestres 2012 et 2013).

Au 2^e trimestre 2013, la production de certains secteurs, tels que les *boissons*, a continué de reculer (– 3,8 %),

mais de manière beaucoup moins vive qu'au 1^{er} trimestre 2013 (– 8,5 %). D'une part, la baisse de la production de la *bière* a ralenti (– 5,3 % entre les 2^{es} trimestres 2012 et 2013, contre – 20 % entre les 1^{ers} trimestres 2012 et 2013), après l'anticipation fin 2012 par les industriels de la hausse des droits d'accises. D'autre part, les *boissons alcooliques distillées* ont affiché une hausse de production de 5 % par rapport au 2^e trimestre 2012. Pour les *préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche* et des *produits du travail des grains et produits amylicés*, la baisse de la production a également freiné au 2^e trimestre 2013 (resp. – 1,3 % et – 2 % entre les 2^{es} trimestres 2012 et 2013). Pour sa part, la production des *produits amylicés* a été stable par rapport au

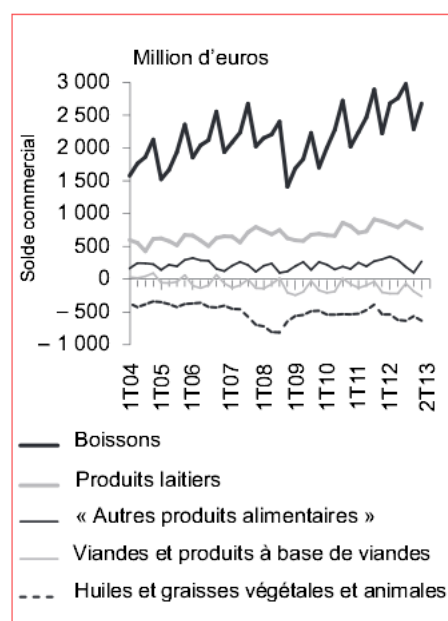
2^e trimestre 2012 (+ 0,2 %) alors qu'elle avait chuté en début d'année (- 7 % entre les 1^{ers} trimestres 2012 et 2013). Enfin, l'activité des *viandes et produits à base de viandes* a régressé (- 2,8 % sur un an au 2^e trimestre 2013), elle aussi de manière légèrement moins marquée, en lien avec la réduction des abattages.

Au 2^e trimestre 2013, l'activité des IAA a reculé, mais de manière moins prononcée qu'au 1^{er} trimestre



Sources : Insee et Agreste - Indices de production industrielle (IPI) CVS et CJO

Au 2^e trimestre 2013, la hausse des importations a réduit l'excédent commercial des IAA



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

Seuls les *produits de la boulangerie-pâtisserie* ont maintenu une activité équivalente à celle du 2^e trimestre 2012 (+ 0,7 %). Les *produits laitiers* ont quant à eux augmenté leur production sur la même période (+ 1,3 %).

La consommation des ménages s'est réduite

D'après les premiers résultats des comptes trimestriels de l'Insee, les volumes de produits agroalimentaires, y compris tabac, consommés par les ménages au 2^e trimestre 2013, ont été inférieurs de 1,3 % à ceux du 2^e trimestre 2012. Pour les *produits bruts de l'agriculture et de la pêche* - fruits et légumes, poissons frais, etc. - la consommation a été quasiment équivalente, sur la même période.

D'après le Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, la tendance des achats de viande se serait inversée : en raison de la hausse des importations, les volumes de viande achetés ont en effet augmenté de 1,8 % au 2^e trimestre 2013 par rapport au même trimestre de 2012, alors qu'ils avaient baissé depuis fin 2012. Les achats de viandes de volailles ont aussi augmenté de 1,8 %.

D'après le panel Nielsen, qui concerne les *produits laitiers en grande surface*, la consommation à domicile en volume a continué de reculer au 2^e trimestre 2013 par rapport au 2^e trimestre 2012, recul entamé début 2013. Seules, les consommations de beurre, de crème fraîche et de longue conservation, et de fromage de vache ont progressé.

L'excédent commercial des IAA s'est détérioré

Le montant des échanges en produits des IAA, hors tabac, s'est dégradé au 2^e trimestre 2013 pour atteindre 2 milliards d'euros alors qu'il s'élevait à 2,3 milliards au 2^e trimestre 2012, soit un recul de 14 % sur un an. Néanmoins, l'excédent commercial a dépassé celui du 2^e trimestre 2011, de même que le niveau élevé du 2^e trimestre 2008 atteint avant la crise économique de 2009. Le montant des exportations s'est établi à 10,8 milliards d'euros (+ 1,8 % entre les 2^{es} trimestres 2012

et 2013), et celui des importations à 8,8 milliards d'euros (+ 6,3 %).

Pour le 2^e trimestre 2013, comme pour le 1^{er} trimestre 2013, c'est le poste des « *autres produits alimentaires* » qui a fortement contribué au recul de l'excédent commercial. D'un côté, la croissance des importations sur un an a gardé un rythme élevé (+ 7,2 %, comme au 1^{er} trimestre 2013). De l'autre côté, les exportations ne sont reparties que légèrement à la hausse (+ 1,7 %, après - 5 % au 1^{er} trimestre 2013), grâce à une augmentation exceptionnelle du prix à l'exportation des *cafés et thé transformés*. La baisse de l'excédent commercial des *produits laitiers* (- 7,8 % sur un an) a contribué aussi à la détérioration des échanges commerciaux des IAA. Cela s'explique par une croissance des importations (+ 16 %) des produits laitiers supérieure à celle des exportations (+ 3,4 %).

À l'inverse du début 2013, le déficit commercial des *viandes et produits à base de viandes* s'est aggravé (+ 20 % entre les 2^{es} trimestres 2012 et 2013), en lien avec la légère diminution des exportations et la hausse des importations, dans un contexte de baisse de la production. Quant aux *préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche*, aux *produits à base de fruits et légumes*, aux *huiles et graisses végétales et animales* et aux *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires*, leur déficit commercial a continué de se creuser entre les 2^{es} trimestres 2012 et 2013.

Cependant, l'excédent commercial des *produits du travail des grains et produits amylicés* et des *aliments pour animaux* a dépassé celui du 2^e trimestre 2012 (resp. + 3,3 % et + 1,4 %), tiré vers le haut par les exportations.

Pour la première fois depuis 2010, l'excédent commercial des *boissons* n'a pas augmenté par rapport à l'année précédente. Entre les 2^{es} trimestres 2012 et 2013, il s'est maintenu à un niveau équivalent. Les exportations ont ralenti (+ 1,2 %, contre + 3 % au 1^{er} trimestre 2013), celles de la *bière* et des *eaux de table* régressant significativement (resp. - 11,6 % et - 3,3 %

entre les 2^{es} trimestres 2012 et 2013), en raison d'un retrait de la production. Au contraire, les vins, qui constituent la grande part des volumes vendus, ont maintenu un niveau d'exportation presque identique entre les 2^{es} trimestres 2012 et 2013.

La hausse des prix a décéléré légèrement au 2^e trimestre 2013

Au 2^e trimestre 2013, les prix des produits des IAA hors tabac se sont élevés de 3,8 % par rapport au 2^e trimestre 2012. Cette hausse a décéléré par rapport au 1^{er} trimestre 2013 où elle atteignait + 4,5 % sur un an.

La décélération des prix à la production industrielle est portée par les huiles et graisses végétales et animales, les produits du travail des grains et produits amylicés, et les aliments pour animaux à la suite de la baisse des cours céréaliers et oléagineux au cours du 2^e trimestre 2013. Les prix de ces trois catégories de produits ont en effet progressé de façon plus modérée qu'en début d'année (resp. + 8,9 %, + 8,3 % et 11,8 % au 2^e trimestre 2013, contre + 14,2 %, + 9,2 % et + 18,2 % au 1^{er} trimestre 2013).

Concernant les viandes et produits à base de viandes, la croissance des prix a suivi le même rythme qu'en début

d'année (+ 5,2 %), en raison du recul de la production. Pour les boissons, les prix à la production ont continué de croître (+ 6 % entre les 2^{es} trimestres 2012 et 2013), toujours portés par celui de la bière (+ 17 %) qui répercute la hausse des droits d'accises.

Les prix des produits à base de fruits et légumes et des préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche se sont renchériés au cours du 2^e trimestre 2013 (resp. + 1,4 % et + 2,6 %).

Quant aux prix des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires et des « autres produits alimentaires », ils se sont maintenus à un niveau stable entre les 2^{es} trimestres 2012 et 2013.

Après avoir reculé depuis le 1^{er} trimestre 2012, les prix des produits laitiers ont augmenté de 1,1 % sur un an au 2^e trimestre 2013, sous l'impulsion du prix du beurre conditionné GMS (+ 2,4 % sur la même période). Le prix à la production du lait bénéficie de ce contexte.

Le chiffre d'affaires est stimulé par les prix

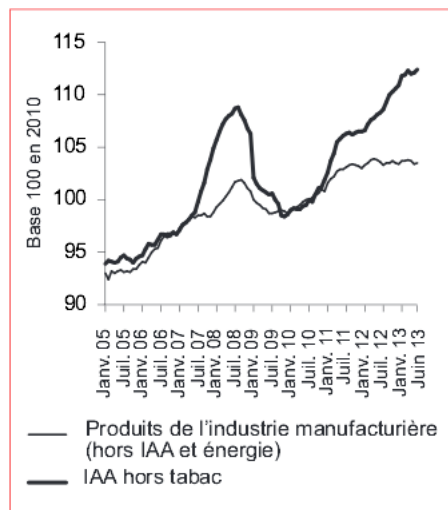
Le chiffre d'affaires des IAA, hors tabac, a continué de croître au 2^e trimestre 2013 (+ 3 % par rapport au

2^e trimestre 2012), à une cadence légèrement plus soutenue qu'en début d'année grâce à un moindre ralentissement de la production. Cette croissance s'est amorcée début 2010, après une contraction en 2009 causée par la baisse simultanée de l'activité et des prix. Au 2^e trimestre 2013, le chiffre d'affaires des IAA a nettement dépassé le niveau record du 1^{er} trimestre 2008, dans le contexte de la précédente flambée des prix.

La hausse du chiffre d'affaires des aliments pour animaux et des produits du travail des grains et produits amylicés a été la plus marquée (+ 8,5 % et + 8 % par rapport au 2^e trimestre 2012), dans un contexte de cours élevés des matières premières. Le chiffre d'affaires des produits laitiers a augmenté entre les 2^{es} trimestres 2012 et 2013 (+ 3,6 %), dynamisé par des prix et des exportations bien orientées, et porté précisément par le beurre GMS (+ 2,4 %).

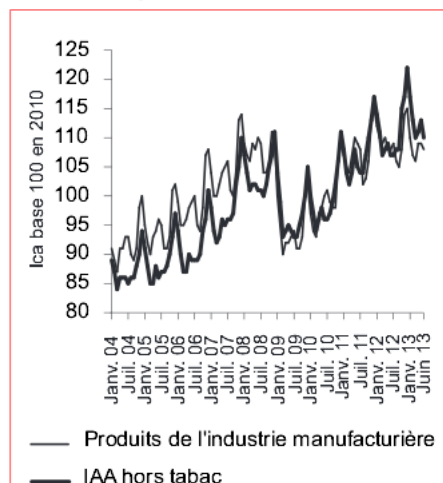
Les chiffres d'affaires des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires et des « autres produits alimentaires » ont suivi le même rythme qu'en début d'année (resp. + 3,5 % et + 0,4 % entre les 2^{es} trimestres 2012 et 2013). Il en est de même du chiffre

Au 2^e trimestre 2013, décélération des prix des IAA



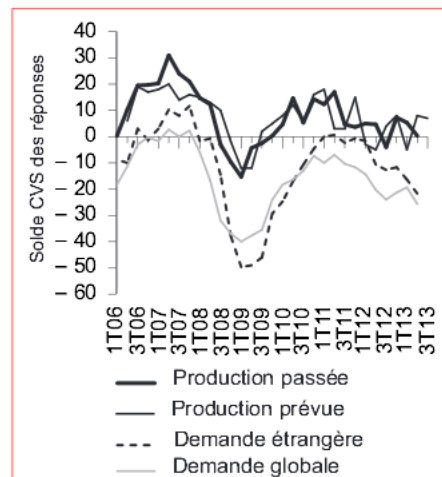
Source : Insee - Indice brut des prix à la production pour le marché français, prix de marché (hors TVA, y compris impôts sur les produits, hors subventions)

En 2013, le chiffre d'affaires des IAA a poursuivi sa hausse



Source : Insee - Moyenne mobile sur trois mois de l'indice brut de chiffre d'affaires, marché intérieur et exportations

Au 2^e trimestre 2013, production prévue en légère progression



Note de lecture : les indicateurs présentés correspondent à la différence entre les pourcentages de réponses positives (hausse de la production, de la demande etc., selon l'indicateur) et négatives (baisse).

Source : Insee

d'affaires des *viandes et produits à base de viandes* (+ 2,3 %), essentiellement tiré par le chiffre d'affaires des viandes de volailles (+ 7,4 %) qui était gonflé par la hausse des prix.

Quant aux chiffres d'affaires des *produits à base de fruits et légumes et des préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche*, ils ont progressé moins vite par rapport au 1^{er} trimestre 2013 (resp. + 2,5 % et + 1,3 % au 2^e trimestre 2013 contre + 3,3 % et + 2,1 % au 1^{er} trimestre 2013).

Le chiffre d'affaires des *huiles et graisses végétales et animales* a baissé (- 3,3 % entre les 2^{es} trimestres 2012 et 2013), en raison d'un retrait des ventes.

Des carnets de commandes globaux et étrangers moins garnis

Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee au 2^e trimestre 2013, l'ac-

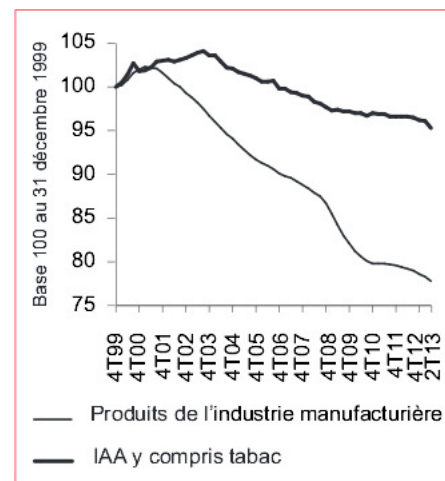
tivité des IAA a été stable. Les carnets de commande, qu'ils émanent de France ou de l'étranger, ont été considérés comme peu étoffés, suivant la même tendance qu'en 2012 et début 2013. Les perspectives personnelles de production du 2^e trimestre 2013 sont légèrement positives, laissant envisager que l'activité resterait stable au 3^e trimestre 2013.

Le recul de l'emploi salarié se poursuit au 2^e trimestre

Fin juin 2013, les industries agroalimentaires ont compté pour l'ensemble, y compris tabac, 542 800 emplois salariés. Sont inclus les salariés des entreprises artisanales de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie. La filière a perdu 7 200 emplois entre juin 2012 et juin 2013 (- 1,3 %), contre 2 500 entre mars 2012 et 2013. Dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, le recul sur un an a été plus important, touchant 50 600 emplois (- 1,8 %). Il s'ajoute aux reculs successifs de

60 000 emplois en 2010 et de 170 000 emplois en 2009. Fin juin 2013, l'industrie manufacturière comptait 2,8 millions d'emplois salariés.

Légère accélération de l'érosion de l'emploi salarié dans les IAA au 2^e trimestre 2013



Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre (y compris artisanat commercial)

Chiffre d'affaires en hausse au deuxième trimestre 2013

Évolution en %	1 ^{er} trimestre 2013/1 ^{er} trimestre 2012					2 ^e trimestre 2013/2 ^e trimestre 2012				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
Produits des industries alimentaires	- 3,3	4,2	2,3	- 1,6	2,6	- 2,3	3,3	3,0	2,0	6,4
Viandes et produits à base de viandes	- 3,5	5,4	2,4	3,7	2,1	- 2,8	5,2	2,3	- 0,3	2,9
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche		0,6	2,1	- 13,2	- 1,8		2,6	1,3	2,2	6,9
Produits à base de fruits et légumes	7,1**	1,0	3,3	2,0	1,3	- 8,1**	1,4	2,5	6,7	3,8
Huiles et graisses végétales et animales	- 3,7	14,2	5,4	- 17,8	- 4,5	- 3,2	8,9	- 3,3	- 12,9	5,2
Produits laitiers	- 2,1	- 1,7	- 1,7	- 2,9	1,3	1,3	- 1,7	3,6	3,4	15,5
Produits du travail des grains et produits amylacés	- 6,3	9,2	5,8	1,5	8,3	- 1,9	8,3	7,9	4,2	4,9
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	- 0,7	0,6	3,6	9,2	7,3	0,7	0,3	3,5	6,4	6,5
Autres produits alimentaires	- 7,7	2,3	- 0,1	- 4,9	7,2	- 7,2	- 0,2	0,4	1,7	7,2
Aliments pour animaux	- 0,2	18,2	11,0	6,3	10,2	- 1,9	11,8	8,5	5,1	10,2
Boissons	- 8,3***	6,6	3,2	2,9	2,9	- 3,8***	6,2	2,9	1,2	5,8
IAA hors tabac	- 4,0	4,5	2,4	- 0,3	2,6	- 2,6	3,8	3,0	1,8	6,3

Les diverses sources rassemblées dans ce tableau de synthèse ont des couvertures différentes (champs, branche ou secteur) et ne sont pas de ce fait toujours immédiatement comparables.

** Non compris les préparations et conserves à base de pommes de terre.

*** Non compris les vins.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

Sources

- Les données présentées dans ce document portent sur l'ensemble des *industries alimentaires hors tabac*
 - division 10 et 11 de la nomenclature d'activité (NAF révision 2 entrée en vigueur en janvier 2008) pour les données conjoncturelles à partir de janvier 2010
 - divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activités française (NAF révision 2) pour les données structurelles sur l'année 2007.

Elles incluent les boissons y compris les vins.

L'ensemble *Industrie manufacturière* comprend toutes les industries manufacturières y compris les IAA, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.

Les différents indicateurs des IAA utilisés dans ce document sont en base et référence 100 en 2010. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont de ce fait pas toujours immédiatement comparables.

- L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels.
- Les autres indicateurs – Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (Ipp), données sur le commerce extérieur – sont des indicateurs de branche.
- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :
 - l'Ipi de l'industrie des fruits et légumes ne concerne pas les produits à base de pomme de terre.
 - l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets.
 - l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.

Lors des comparaisons, la période de référence, lorsqu'elle n'est pas précisée, est le trimestre de l'année précédente.

IAA 2011 : la transformation des produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur

En 2011, l'industrie agroalimentaire - y compris artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie pâtisserie - compte près de 48 000 entreprises et emploie 541 500 personnes, d'après les premiers résultats du nouveau dispositif Esane permettant l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises.

En excluant l'artisanat commercial, l'industrie agroalimentaire repose sur 15 800 entreprises et 408 500 salariés qui réalisent 94 % du chiffre d'affaires global. La

transformation de produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur : 39 % du chiffre d'affaires et 42 % de l'emploi sont apportés par les industries de la viande et du lait. Ces deux activités sont par ailleurs à l'origine de 31 % de la valeur ajoutée et de 30 % des exportations directes des entreprises concernées. Les industries très exportatrices de boissons et des « autres industries alimentaires » (sucre, chocolaterie, café, aliments diététiques, plats préparés, etc.) forment les deux autres pôles de structuration majeurs des activités.

Les chiffres clés des IAA en 2011 - Ensemble des entreprises

Secteurs d'activités (NAF rév. 2)	Entreprises	Salariés	Chiffre d'affaires		Valeur ajoutée	Frais de personnel	Excédent brut d'exploitation	Résultat courant avant impôt	Résultat comptable
			Total	À l'exportation					
	<i>Nombre</i>		<i>Million d'euros</i>						
Ensemble des industries agricoles et alimentaires	48 259	541 516	166 055	31 188	34 649	21 479	10 761	6 884	5 132
Artisanat commercial	32 413	133 019	9 532	10	4 963	3 457	1 407	571	636
Charcuterie	3 666	13 631	1 317	4	518	376	129	81	77
Boulangerie-pâtisserie	28 747	119 388	8 215	6	4 445	3 082	1 278	490	559
Industrie agroalimentaire (hors artisanat commercial)	15 846	408 497	156 522	31 178	29 687	18 022	9 354	6 313	4 496
Industries alimentaires (hors artisanat commercial)	12 887	365 068	131 397	24 065	23 263	15 524	6 131	3 942	2 426
Transf. & conserv. viande & prép. viande	2 874	111 823	33 598	4 007	5 554	4 285	800	460	287
Transf. & conserv. poissons, crust., etc.	318	11 779	3 412	386	590	449	107	71	48
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 176	24 667	7 743	1 397	1 525	1 045	385	180	74
Fab. huile et graisse végétale & animale	213	2 970	4 140	1 132	394	157	192	135	80
Fabrication de prod. laitiers	1 958	56 464	27 219	5 278	3 726	2 534	938	371	115
Travail des grains ; fab. prod. amylicés	512	14 418	7 191	3 196	1 432	783	510	358	197
Fab. prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	1 658	46 707	10 084	1 426	2 511	1 777	587	386	320
Fabrication autres produits alimentaires	3 737	77 921	25 662	5 439	5 972	3 536	2 091	1 547	1 048
Fabrication d'aliments pour animaux	441	18 319	12 348	1 804	1 558	957	520	435	257
Fabrication de boissons	2 959	43 429	25 126	7 113	6 424	2 498	3 223	2 371	2 070

Champ : ensemble de toutes les entreprises, Dom et artisanat commercial inclus.
Sources : Insee - Esane, Retraitement SSP (Données provisoires)

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées.
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Le tableau de bord mensuel des IAA qui retrace le climat conjoncturel des IAA, au travers de différents indicateurs et des chiffres du commerce extérieur.

Les Synthèses IAA, paraissant notamment le 1^{er} mois de chaque trimestre :

- « Au premier trimestre 2013, la production des IAA est en retrait » Synthèses n° 2013/217, juillet 2013
- « L'activité des IAA se stabilise en 2012 », Synthèses n° 2013/209, avril 2013
- « L'activité des IAA se stabilise au troisième trimestre 2012 », Synthèses n° 2013/200, janvier 2013
- « Bonne tenue de l'activité des IAA au premier trimestre 2012 », Synthèses n° 2012/185, juillet 2012
- « IAA : la forte progression de l'activité ralentit au second semestre 2011 », Synthèses n° 2012/177, avril 2012
- « Le poste « Autres produits alimentaires » : 16 % de la production agroalimentaire française », Synthèses n° 2011/168, décembre 2011
- « Viandes et boissons en tête », Agreste Primeur n° 267, octobre 2011
- « Les fabrications françaises de produits laitiers s'adaptent à la hausse de la demande européenne et mondiale », Synthèses n° 2011/155, juillet 2011
- « 2010 : la reprise de la demande mondiale soutient l'activité des IAA », Synthèses n° 2011/147, avril 2011
- « Boissons alcooliques distillées : reprise de la demande états-unienne et essor de la demande chinoise », Synthèses n° 2010/136, décembre 2010

[Retour ÉDITO](#)

En 2013, l'excédent des échanges agroalimentaires progresse grâce aux exportations de céréales

Sur les huit premiers mois de l'année, l'excédent des échanges extérieurs agricoles et agroalimentaires augmente de 619 millions d'euros, par rapport à la même période de 2012, et atteint 7,6 milliards d'euros. Les exportations et les importations progressent au même rythme en volume. Mais la hausse globale des prix est plus importante pour les exportations.

L'excédent des échanges en produits agricoles bruts augmente de 1,3 milliard d'euros et atteint 3,3 milliards d'euros. Les céréales françaises ont bénéficié à la fois de bonnes disponibilités à l'exportation et d'une production mondiale en baisse, notamment du fait de mauvaises récoltes des pays de la mer Noire. Cette hausse était particulièrement importante sur les quatre premiers mois de l'année. En revanche, les exportations de céréales ne devraient plus progresser en fin d'année.

L'excédent des échanges en produits transformés diminue de 689 millions d'euros et atteint 4,3 milliards d'euros. Les volumes échangés, aussi bien pour l'exportation que pour l'importation, stagnent, voire diminuent, pour la seconde année consécutive. Les exportations de vins, pourtant le principal moteur de la croissance depuis 2010, stagnent sur les huit premiers mois de l'année.

Sur les huit premiers mois de l'année, l'excédent des échanges agricoles et agroalimentaires atteint 7,6 milliards d'euros et progresse de 619 millions d'euros par rapport à la même période de 2012. Les exportations progressent de 5,2 % : les volumes exportés augmentent peu (+ 0,7 %), tandis que les prix progressent (+ 4,5 %). De même, les importations augmentent en valeur (+ 4,4 %), comme en volume (+ 0,8 %). De janvier à avril, l'excédent commercial a progressé par rapport aux mêmes

mois de 2012, soutenu par des ventes de céréales en hausse. À partir de mai, il a diminué, les ventes de produits agricoles bruts ne progressant plus assez vite pour compenser l'essoufflement des exportations de produits transformés.

Hausse de l'excédent en produits agricoles bruts sur les huit premiers mois de l'année

Sur les huit premiers mois de 2013, l'excédent des échanges en produits

agricoles bruts progresse de 1,3 milliard par rapport à 2012 et atteint 3,3 milliards d'euros. Les exportations (+ 18 %) augmentent plus vite que les importations (+ 6 %). Les volumes exportés sont en hausse de 8 % et les prix de 10 %. Cette hausse des volumes exportés fait suite à une baisse en 2012 (- 7 %). Le blé tendre, le maïs, l'orge ainsi que la pomme de terre expliquent la quasi-totalité de la croissance des exportations.

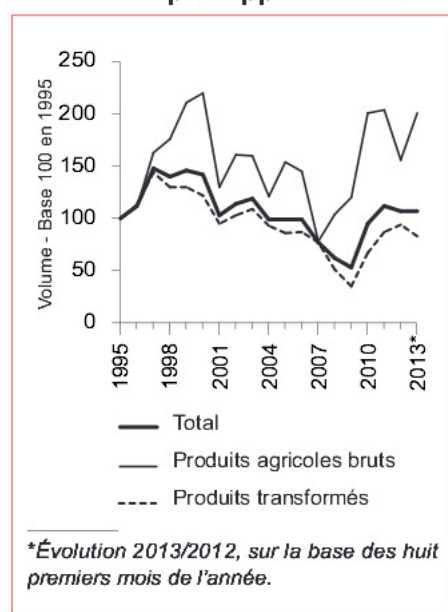
La mauvaise récolte 2012 des pays de la mer Noire a profité aux exportations françaises de blé tendre et d'orge

Sur les huit premiers mois de 2013, les exportations de blé tendre augmentent de 917 millions d'euros (+ 45 %). Les quantités vendues augmentent de 26 %, notamment grâce à la hausse des envois vers le Maghreb (Algérie, Tunisie, Maroc), le Moyen-Orient

(Yémen, Arabie Saoudite, Syrie), le Royaume-Uni et l'Espagne. La France, avec de bonnes disponibilités, a bénéficié de la mauvaise récolte de l'été 2012 dans les pays de la mer Noire qui approvisionnent d'ordinaire les pays du Maghreb et du Moyen-Orient. De plus, les ventes de blé tendre ont aussi profité de la hausse des cours mondiaux des céréales : les prix du blé tendre augmentent de 15 % à l'exportation.

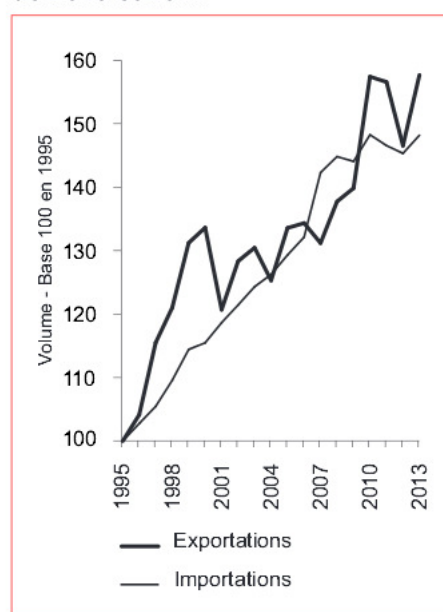
Les exportations d'orge augmentent de 353 millions d'euros sur les huit premiers mois de l'année (+ 52 %). Les quantités exportées augmentent de 45 % par rapport à 2012. En effet, la mauvaise récolte russe, premier producteur et exportateur d'orge, n'a pas permis d'approvisionner ses clients habituels. Dans le même temps, en France, les superficies ainsi que les rendements ont fortement augmenté, offrant des disponibilités élevées à l'exportation. Ainsi, les exportations françaises d'orge ont à la fois augmenté vers l'Union européenne et vers les pays du pourtour méditerranéen.

Sur les huit premiers mois de 2013, l'excédent commercial reste stable par rapport à 2012



Sources : DGDDI (Douanes), calculs Agreste

En 2013, les exportations de produits agricoles bruts en volume retrouvent les niveaux élevés de 2010 et 2011



Sources : DGDDI (Douanes), calculs Agreste

Hausse des exportations de maïs

Les exportations de maïs augmentent de 313 millions d'euros (+ 25 %). Les ventes de maïs sont composées d'une part du maïs destiné à la consommation et à des usages industriels et d'autre part du maïs semence, plus élaboré et donc mieux valorisé. Si le maïs semence ne représente que 4,3 % des volumes exportés de maïs, il représente un tiers de la valeur des exportations de maïs. Sur les huit premiers mois de 2013, les ventes de maïs semence ont augmenté de 120 millions d'euros : les quantités ont crû de 28 %, notamment grâce aux ventes à l'Allemagne et aux Pays-Bas, tandis que leurs prix restaient stables (+ 1,6 %). Pour le maïs de consommation, la valeur des exportations a

Hausse de l'excédent en produits agricoles bruts grâce aux ventes de céréales

Unité : million d'euros

	Cumul sur 8 mois					
	Importations		Exportations		Solde extérieur	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
PRODUITS BRUTS	7 653	8 087	9 660	11 402	2 007	3 315
Agriculture et élevage	6 690	7 084	9 088	10 834	2 398	3 749
Céréales, légumes, oléagineux	837	1 113	5 281	6 879	4 444	5 765
Céréales non compris riz	214	262	4 357	5 961	4 143	5 699
Oléoprotéagineux	618	846	920	915	301	69
Légumes, fleurs, plantes	1 901	2 081	1 291	1 587	- 610	- 494
Légumes	1 506	1 700	1 136	1 409	- 370	- 291
Productions cultures permanentes	3 613	3 566	1 123	1 090	- 2 490	- 2 476
Fruits	2 008	2 242	898	846	- 1 110	- 1 396
Café, cacao, thé	721	530	24	20	- 697	- 509
Animaux vifs, œufs, miel	339	323	1 394	1 278	1 055	955
Bovins	44	41	930	767	887	727
Produits sylvicoles	160	147	247	247	87	100
Pêche et aquaculture	803	856	325	322	- 477	- 534

Source : DGDDI (Douanes) - CPF4

augmenté de 192 millions d'euros, les quantités vendues vers la Corée du Sud, l'Italie, le Royaume-Uni augmentant de 9 % et les prix de 12 %.

Les mauvaises récoltes française et européenne de pomme de terre ont fait flamber les prix et donc la valeur des exportations

Les exportations de pomme de terre augmentent de 182 millions d'euros (+ 85 %) sur les huit premiers mois de 2013. Les ventes de pomme de terre bénéficient de prix qui ont doublé. En effet, en 2012, la mauvaise récolte française, mais aussi celle des principaux producteurs du nord de l'Union européenne, avaient fait bondir le prix de la pomme de terre. En revanche, les quantités exportées diminuent de 7 %.

Baisse des exportations de bovins vivants

Sur les huit premiers mois de 2013, les exportations de bovins vivants diminuent de 163 millions d'euros (- 18 %). Les quantités exportées diminuent de

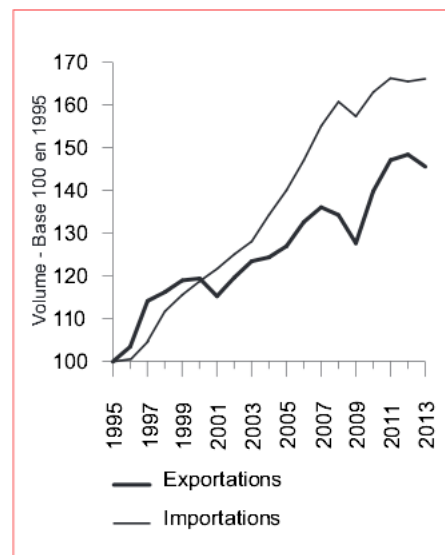
18 % (- 14 % en nombre d'animaux), les prix restant stables. À partir du dernier trimestre 2011, le marché turc s'était ouvert aux bovins vivants français. Jusque fin 2012, les ventes de bovins avaient profité de ce nouveau marché pour augmenter. À partir de décembre 2012, les envois de bovins à la Turquie se sont arrêtés. De plus, depuis 2012, les exportations vers l'Italie, le principal client de la France, diminuent. Globalement, les exportations de bovins vivants souffrent de la baisse du cheptel bovin français.

Ralentissement des volumes échangés de produits transformés pour la seconde année consécutive

Sur les huit premiers mois de l'année, l'excédent en produits transformés atteint 4,3 milliards d'euros, diminuant de 619 millions d'euros par rapport à 2012. Les exportations augmentent de 220 millions d'euros (+ 0,8 %). Elles sont soutenues par la hausse des prix (+ 2,7 %), tandis qu'en volume elles diminuent (- 1,9 %). Les importations augmentent de 908 millions d'euros (+ 4,0 %) : en volume, elles restent sta-

bles (+ 0,4 %), tandis que les prix augmentent de 3,6 %. Il s'agit de la seconde année consécutive, où le volume des échanges, importations et exportations, stagne ou diminue légèrement.

En volume, les exportations de produits transformés diminuent en 2013



Sources : DGDDI (Douanes), calculs Agreste

Les importations de produits transformés progressent plus vite que les exportations

Unité : million d'euros

	Cumul sur 8 mois					
	Importations		Exportations		Solde extérieur	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
IAA, Tabacs	22 987	23 896	27 954	28 174	+ 4 967	+ 4 278
Viandes, produits de l'abattage	3 629	3 749	3 064	3 097	- 565	- 651
Viande bovine	905	952	700	650	- 205	- 303
Viande porcine	569	620	606	593	+ 37	- 27
Volaille	605	608	600	671	- 5	+ 63
Produits préparés de la pêche	2 243	2 278	499	467	- 1 744	- 1 811
Produits à base de fruits & légumes	2 760	2 835	1 237	1 298	- 1 523	- 1 537
Huiles, tourteaux, corps gras	2 429	2 391	955	826	- 1 474	- 1 564
Tourteaux	922	1 048	96	137	- 826	- 912
Produits laitiers, glaces	1 983	2 243	4 245	4 316	+ 2 261	+ 2 073
Fromages	790	825	1 837	1 909	+ 1 047	+ 1 083
Produits des céréales	987	1 045	1 858	1 907	+ 871	+ 862
Biscuits, pâtisseries, pâtes	1 206	1 270	967	1 036	- 240	- 234
Autres produits alimentaires	4 100	4 348	4 982	4 931	+ 882	+ 583
Sucre	212	231	1 025	833	+ 814	+ 602
Chocolat, confiserie	1 453	1 483	1 262	1 221	- 191	- 262
Aliments pour animaux	521	559	1 224	1 276	+ 702	+ 717
Boissons	1 893	1 963	8 607	8 713	+ 6 715	+ 6 751
Vins, champagne	396	415	4 824	4 824	+ 4 427	+ 4 409
Eaux-de-vie, alcools	604	652	2 317	2 377	+ 1 713	+ 1 725
Tabacs	1 235	1 216	316	305	- 919	- 911

Source : DGDDI (Douanes) - CPF4

Les ventes de vins ne progressent plus

Sur les huit premiers mois de 2013, les exportations de vins ne progressent plus, et ce pour la première fois depuis 2009. Il s'agissait pourtant du produit dont les exportations progressaient le plus depuis 2010. Sur les huit premiers mois de l'année, les volumes diminuent légèrement (-1,1 %), en particulier vers la Russie, la Chine, l'Italie et le Japon. En revanche, les quantités exportées vers l'Allemagne progressent fortement, mais sur des gammes de vins moins valorisées comme les vins avec indication géographique protégée (IGP) et sans IG. Les quantités vendues de vins tranquilles d'appellation d'origine protégée se maintiennent (+0,7 %), tandis que celles de champagnes diminuent très légèrement (-0,9 %) et celles de vins IGP ou sans

IG baissent de 4 %, notamment vers le Royaume-Uni et la Chine.

La mauvaise récolte betteravière de 2012 limite les quantités exportées de sucre

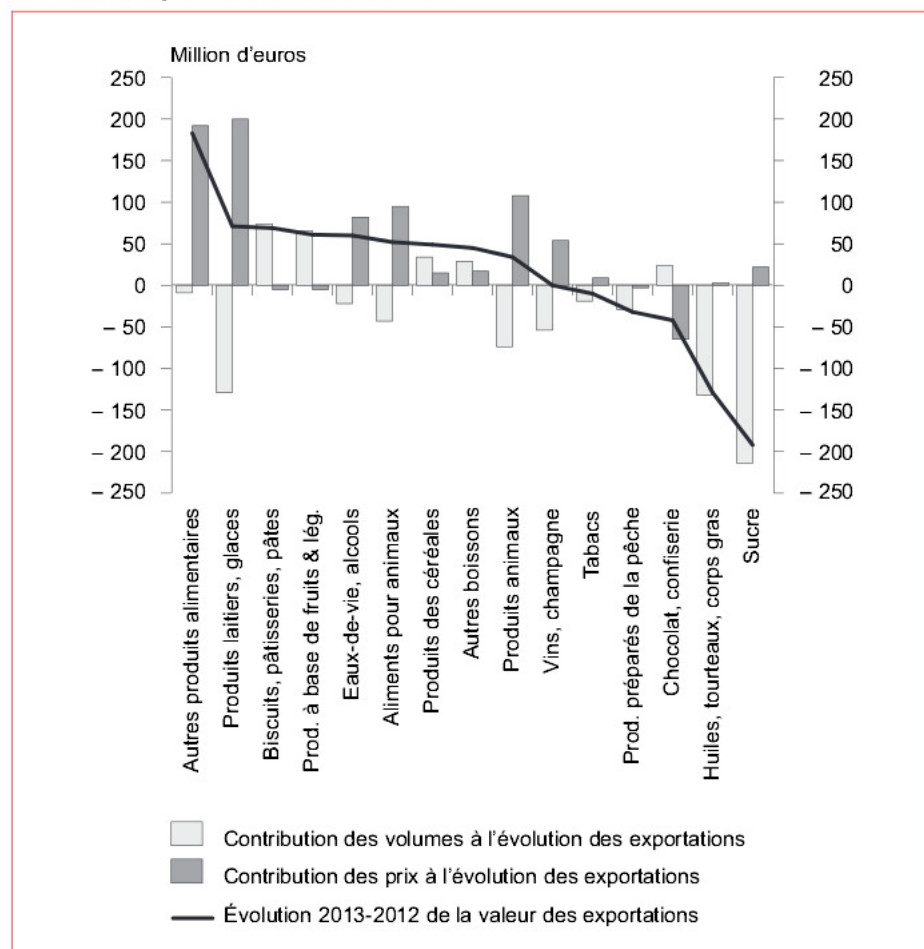
Les exportations de sucre diminuent de 192 millions d'euros (-19 %). Les quantités vendues baissent de 21 %, la faible production de sucre en 2012 limitant les disponibilités à l'exportation en 2013. Cette baisse des volumes exportés impacte principalement les pays de l'Union européenne – Italie, Allemagne, Belgique, Espagne, Pays-Bas – et quelques pays du Proche-Orient – Syrie, Égypte, Israël, Liban – qui avaient bénéficié d'envois exceptionnels de sucre en 2012. De plus, la production française de sucre pour la campagne 2013/2014 ne devrait pas augmenter par rapport à la campagne précédente.

Baisse des quantités échangées d'huiles et hausse des prix des tourteaux

Sur les huit premiers mois de 2013, les importations d'huiles et tourteaux ont diminué mais beaucoup moins que les exportations, creusant ainsi le déficit.

Les importations d'huiles diminuent de 151 millions d'euros. Les quantités achetées baissent pour les huiles de soja, de colza et de tournesol, mais non pour l'huile de palme dont les quantités achetées augmentent de 30 %. Globalement, les quantités importées d'huiles diminuent de 10 %, malgré des prix en baisse de 2 %. Cette diminution est toutefois tempérée par l'augmentation des importations de tourteaux de 126 millions d'euros, sous l'effet de la forte hausse des prix (+27 %), les quantités achetées reculant de 10 %.

Hausse des prix à l'exportation pour la plupart des produits transformés sur les huit premiers mois de 2013



Sources : DGDDI (Douanes), calculs Agreste

Les exportations d'huiles diminuent de 169 millions d'euros. Les quantités exportées diminuent de 17 % et les prix de 2 %. La compensation par l'augmentation des exportations de tourteaux n'est que de 41 millions d'euros.

Hausse des importations de viandes bovine et porcine

Les exportations de produits animaux – viandes, abats, préparations, peaux – augmentent de 34 millions d'euros, tandis que les importations augmentent de 120 millions d'euros. Les exportations de viande de volailles augmentent de 71 millions d'euros : les quantités vendues croissent de 1,6 %, notamment grâce aux envois vers les pays du Moyen-Orient – Arabie Saoudite, Yémen, Koweït, Oman – tandis que les envois vers les autres destinations diminuent. De plus, le prix de la viande de volailles à l'exportation augmente de 9 %. Dans le même temps, les importations de viande de volailles augmentent peu.

Les exportations de viande bovine diminuent de 51 millions d'euros. Les quantités exportées se rétractent de 9 % – vers l'Italie et la Grèce – en relation avec la baisse globale des abattements de bovins en France. Dans le

même temps, les importations de viande bovine augmentent de 46 millions d'euros, les quantités achetées (+ 2,4 %) et les prix (+ 2,7 %) progressant au même rythme.

Les exportations de viande porcine diminuent de 13 millions d'euros : les quantités exportées diminuent de 3,3 %, tandis que les prix augmentent légèrement (+ 0,9 %). Tout comme les bovins, les abattages de porcins ont diminué sur les huit premiers mois de 2013 réduisant ainsi l'offre globale, dont celle à l'exportation. Aussi les importations de viande porcine augmentent de 50 millions d'euros sur les huit premiers mois de l'année : les quantités achetées augmentent de 3,6 % et les prix de 5 %.

La baisse de la collecte française de lait impacte négativement les volumes exportés

Entre août 2012 et juin 2013, la collecte française de lait a diminué chaque mois. La production française de produits laitiers ayant ainsi baissé, notamment celle des produits peu élaborés comme le beurre et la poudre,

leurs exportations ont été réduites et leurs importations accrues.

Sur les huit premiers mois de 2013, les quantités importées de produits laitiers ont augmenté de 6 %, notamment les volumes de beurre (+ 28 %). À l'inverse, les quantités exportées ont diminué (- 3,0 %), principalement celles de beurre, de poudre et de crème. En revanche, les exportations de fromages ont progressé en volume (+ 3,7 %). Néanmoins, la hausse des prix à l'exportation (+ 4,9 %) permet à la valeur des ventes de produits laitiers de légèrement augmenter (+ 1,7 %).

Échanges de cafés torréfiés, vers des produits à plus forte valeur ajoutée

Les importations de café torréfié augmentent de 192 millions d'euros (+ 22 %), du fait des achats à la Suisse. Dans le même temps, les exportations augmentent de 121 millions d'euros (+ 64 %), grâce aux ventes vers l'Italie, les Pays-Bas et le Portugal. De plus, les prix du café torréfié augmentent fortement, à l'importation (+ 20 %) et à l'exportation

(+ 54 %), malgré un cours mondial du café vert en baisse, suite à la forte production mondiale. En revanche, les volumes échangés progressent moins fortement (+ 7 % pour les exportations et - 6 % pour les importations). Cette forte hausse du prix du café torréfié traduit très certainement un déplacement de l'offre vers des produits à forte valeur ajoutée, comme les capsules et les dosettes de café dont l'un des principaux producteurs mondiaux a perdu récemment l'exclusivité du brevet.

Hausse des exportations de plats préparés et d'aliments homogénéisés

Les exportations de plats préparés et d'aliments homogénéisés augmentent de 99 millions d'euros (+ 11 %) : les quantités vendues s'élèvent de 7 % et les prix de 3,8 %. La Chine, avec 10 % des exportations, devient le premier client de la France pour ces produits, les pays de l'UE restant toutefois encore un grand marché. En revanche, pour les seules préparations à base de pâte, les exportations diminuent de 12 % : les volumes baissent de 10 % et les prix de 2,3 %.

La progression de l'excédent commercial agroalimentaire par rapport à 2012 s'essouffle à partir de mai 2013

En cumulé, sur les huit premiers mois de 2013, l'excédent agroalimentaire progresse par rapport à la même période de 2012. Cependant, si l'excédent progressait de janvier à avril 2013 par rapport aux mêmes mois de 2012, il diminue ensuite légèrement.

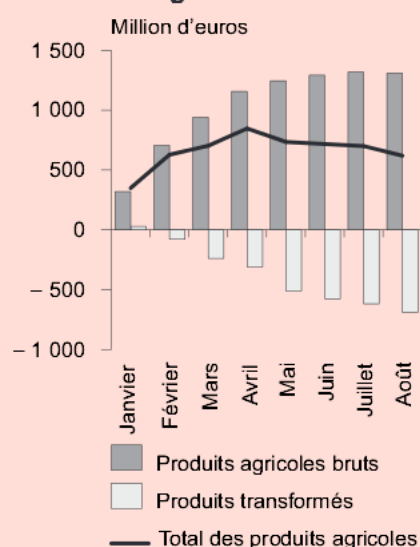
En effet, en début d'année, l'excédent agricole brut progressait fortement, grâce à des exportations de céréales qui bénéficiaient à la fois de prix en hausse et d'une forte demande, notamment du Maghreb et du Moyen-Orient. Cette hausse des exportations de céréales permettait de largement compenser la baisse de l'excédent en produits transformés.

À partir de mai, les exportations de céréales ont commencé à croître

moins vite pour diminuer en août. Dans le même temps, la dégradation de l'excédent commercial en produits transformés s'est poursuivie, s'avérant même plus forte que la croissance de l'excédent en produits agricoles bruts.

Selon FranceAgriMer, pour la campagne céréalière 2013/2014, les quantités exportées devraient diminuer pour le maïs, l'orge et le blé dur, mais augmenter pour le blé tendre. De plus, au début de la campagne 2013/2014, les cours des céréales sont en nette diminution. De ce fait, l'excédent en produits agricoles bruts ne devrait pas repartir à la hausse en fin d'année. Toutefois, l'acquis de la progression de l'excédent en valeur devrait se maintenir.

L'excédent commercial agroalimentaire progresse durant les quatre premiers mois de l'année, puis diminue légèrement



Source : DGDDI (Douanes)

Sources, définitions et méthodes

Sources

- Commerce extérieur de la France : direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI)

Calcul des effets volume et prix

- Pour cette étude, l'évolution de la valeur du solde du commerce extérieur entre l'année $n - 1$ et l'année n est partagée en deux facteurs : l'effet quantité et l'effet prix unitaire. Ces deux effets conjugués représentent l'évolution du solde commercial.

Soient

- $pe1$: la valeur unitaire à l'exportation de l'année $n - 1$
- $pe2$: la valeur unitaire à l'exportation de l'année n
- $pi1$: la valeur unitaire à l'importation de l'année $n - 1$
- $pi2$: la valeur unitaire à l'importation de l'année n
- $qe1$: la quantité exportée de l'année $n - 1$
- $qe2$: la quantité exportée de l'année n
- $qi1$: la quantité importée de l'année $n - 1$
- $qi2$: la quantité importée de l'année n

1. Pour chaque produit de la nomenclature douanière NC8, l'effet quantité et l'effet prix unitaire sur le solde du commerce extérieur ont été calculés ainsi :

$$\text{Effet quantité } n/n - 1 = (pe1 * qe2 - pe1 * qe1) - (pi1 * qi2 - pi1 * qi1).$$

- Il représente l'évolution du solde à prix unitaire constant sur l'ensemble de la classe.

$$\text{Effet prix unitaire } n/n - 1 = (qe2 * pe2 - qe2 * pe1) - (qi2 * pi2 - qi2 * pi1).$$

- Il représente l'évolution du solde à quantité constante sur l'ensemble de la classe.

2. On agrège au niveau des groupes de la CPF Rév. 2 en sommant les effets au niveau de la NC8.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne/Disar/Données en ligne/Rubriques/Economie agricole/Conjoncture de l'économie agricole/Conjoncture du commerce extérieur agroalimentaire » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Commerce extérieur » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sont :

- « L'excédent agroalimentaire progresse grâce à une demande soutenue des pays tiers en produits transformés », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2012/195, octobre 2012
- « Marché européen de viande de poulet : la France concurrencée sur les marchés intérieur et intracommunautaire », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2012/188, septembre 2012
- « Bonne tenue de l'activité des IAA au premier trimestre 2012 », Synthèses Conjoncture Industrie agroalimentaire n° 2012/185, juillet 2012
- « Prix des céréales et ventes de produits transformés tirent l'excédent agroalimentaire », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2012/174, mars 2012
- « L'excédent agroalimentaire progresse grâce à une demande soutenue des pays tiers en produits transformés », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2012/195, octobre 2012
- « En 2012, les échanges agroalimentaires avec les pays tiers s'intensifient », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2013/205, mars 2013

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidéf : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics

Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- **Le site Agreste de la statistique agricole** : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- **Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés** : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- **Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA)** : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert les mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédactrice en chef : Christine Deroin
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
© Agreste 2013

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr